



HISTOIRE D'ÉCRIVAINS INSOUMIS

*UNE AUTRE
FAÇON DE FAIRE
DE LA POLITIQUE*

En 2018, un petit noyau de militants de *La France insoumise* à Marseille crée un groupe fonctionnel d'écrivains publics insoumis, dont l'objectif est de faciliter l'accès aux droits sociaux. Régulièrement renouvelé au gré des disponibilités des uns et des réserves des autres, sa composition n'est plus tout à fait la même mais la marque de fabrique demeure *Écrivains insoumis*. Souvent reconnus, parfois ignorés sinon questionnés, en réalité beaucoup ne comprennent pas exactement les actions engagées. C'est l'objet de ce court opus qui en présente l'origine et relate sa concrétisation.

Quel bilan peut-on faire d'une telle activité ? La question la plus saillante est sans doute celle-ci : dans quel cadre politique se situe l'activité des *Écrivains insoumis* ?

Nous l'avons défini ainsi : le contact social est une autre façon de faire de la politique à l'heure où la déshumanisation touche des pans entiers de notre société. Nous avons cherché à concrétiser le titre du programme de *La France insoumise, L'Avenir en commun* (AEC).

Préface Jean-luc Mélenchon	p. 4
Écrivain public insoumis, une idée qui émerge	p. 6
Un contexte social national : pauvreté, précarité, isolement	p. 10
L'aventure prend forme : une équipe, un local, des outils.	p. 13
Valentin, un témoin extérieur	p. 19
Marseille, un état des lieux	p. 22
De la petite histoire au drame d'une vie : des exemples concrets	p. 25
Le quartier du Panier : poubelle, la vie...	p. 34
Le choc, ou la stratégie du choc ?	p. 44
Un épilogue politique : et si ce n'était que le début ?	p. 47
L'humanisme, notre bien commun	p. 51
Postface Mathilde Panot	p. 53
Qui sommes-nous ? Je, tu, elle, nous militons.	p. 54
Rejoignez-nous !	p. 60

PRÉFACE

Ce livre retrace l'expérience des *Écrivains insoumis* à Marseille. Vous la découvrirez au fil des pages. Au début de mon mandat de député, nous discussions beaucoup entre députés nouvellement élus de la façon de rendre nos permanence « utiles ». Nous voulions le faire dans sombrero dans le clientélisme et le système des interventions de passe-droit. Mes amis marseillais aussi réfléchissaient. On avançait dans la conception du militantisme « utile », intervenant directement sur la réalité locale. Des militants marseillais de *La France insoumise* cherchaient eux aussi comment se rendre utiles sans sombrero eux non plus dans le registre des intrigues qui est si lamentablement la seule activité de trop de gens déformés par les pratiques des partis traditionnels, tant de fois. Ces femmes et ces hommes amenaient avec eux une idée nouvelle. Ils m'ont proposé de recevoir la file des gens qui sollicitait mon bureau marseillais avec leurs problèmes de logement, de papiers, de retraite ou d'allocations. J'étais ébahi de voir ce dévouement aux autres se proposer. Je ne croyais pas vraiment qu'ils tiendraient dans la durée, contre vents et marées. Ce fut pourtant le cas et même en dépit des compétitions personnelles et des déchirements qui minèrent ceux qui se réclamaient de notre mouvement à l'approche des élections municipales. J'ai été très fier d'accepter cette offre et encore plus de l'avoir vue se maintenir et s'affiner au fil du temps. Ce groupe d'*Écrivains insoumis* a fait partie d'une constellation d'initiatives menée à Marseille par les insoumis. Mises ensemble, elles ont formé une sorte de laboratoire où s'est expérimenté une nouvelle forme politique : le mouvement.

Permettez ici un détour pour situer ce que représente l'engagement des marseillais avec qui je fais équipe. La forme mouvement est pour moi une conséquence stratégique de l'ère du peuple. J'appelle ainsi l'époque contemporaine pour signifier sa nouveauté dans l'histoire humaine et son acteur central. L'explosion démographique et le capitalisme financier ont engendré cette époque où le mode de vie urbain est devenu celui de 80 % de la population et où l'interconnexion entre les individus est totale. Celui où la survie de l'écosystème rendant la vie possible est une question politique universelle. Dans cette ère de l'histoire humaine, le peuple est une entité dont la caractéristique est de dépendre absolument de l'accès aux réseaux urbains du collectif pour maintenir son existence matérielle. La forme « parti » a été inventée pour correspondre à une réalité sociale particulière : le développement d'une classe salariée organisée par la seule production matérielle des biens et services. Comme acteur politique, le peuple ne remplace pas la classe salariée. Il l'englobe. Mais sa composition est plus large. Il comporte en son sein les étudiants, les retraités, les petits commerçants et indépendants, les fonctionnaires, et ainsi de suite. C'est donc une catégorie politique à la fois plus grande et plus hétérogène que la seule classe salariale. La stratégie de la révolution citoyenne vise à faire passer cet ensemble du statut de population à celui de peuple citoyen. C'est-à-dire à conquérir la souveraineté politique et à modifier le régime de la propriété pour assurer la maintenance des biens communs. L'objectif du mouvement est d'être le point de passage pour construire un peuple souverain politiquement. C'est pourquoi il cherche à être inclusif avant tout. Il vit selon la règle où chacun choisit son niveau

d'engagement sans prétendre au rôle d'avant-garde ou de guide. Le rôle que se sont donnés les *Écrivains insoumis* prend place dans cette démarche. Par le truchement de l'écriture prise en charge il ouvre aux personnes concernées la voie du respect de leurs droits donc de leur existence. Ainsi commence leur citoyenneté en tant que membre de la communauté civique. Si humble que cela paraisse c'est un moment déterminant que celui-ci pour le monde réel des gens qui nous entourent à Marseille comme ailleurs. Ce monde est marqué par les blessures de la pauvreté.

Le projet néolibéral s'est attaché à détruire méthodiquement les droits et les protections des travailleurs conquis en cours du xx^e siècle. Il en a résulté l'émergence d'un nouveau groupe, le « précaire », composé de la masse d'hommes et femmes oscillant entre emploi et chômage, pris dans des petits contrats ou dans le piège de l'auto-entrepreneuriat. La pauvreté n'est pas un phénomène marginal. Elle est au cœur de la société néolibérale.

Dans la sixième puissance économique du monde, nous comptons dix millions de pauvres. Un enfant sur cinq vit dans cette condition. Marseille est le symbole de cette réalité. Sept des quartiers les plus pauvres de France sont dans notre ville. C'est à Marseille aussi où l'on trouve le quartier le plus pauvre d'Europe. Après l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018, le sujet du mal-logement est devenu l'expression concrète de cette pauvreté. Mais bien d'autres privations coexistent : coupures d'eau, d'électricité ou de gaz, écoles en ruine ou transports publics défectueux.

La démarche des *Écrivains insoumis* permet à *La France insoumise* d'être en contact direct avec la pauvreté marseillaise. Son outil est celui de l'accès aux droits. Et des droits sociaux, on passe rapidement aux droits politiques. On peut alors entrer dans une logique de revendication. Le pari militant du groupe des *Écrivains insoumis* est de se rendre utile tout de suite. C'est une rupture avec la façon ancienne de faire qui consistait à se placer dans une posture surplombante pour injecter depuis l'extérieur la conscience politique aux dominés. Les *Écrivains insoumis* sont avant tout du côté de la légitimité de l'action. Avec celle des collectes insoumises de denrées alimentaires, ou la rénovation citoyenne d'une école des quartiers nord, elle forme un tout cohérent. Il y a totale connexion entre le projet, la stratégie et la forme d'action concrète.

Nous avons beaucoup à apprendre de l'expérience des *Écrivains insoumis*. Le programme *L'Avenir en commun* fait de l'éradication de la pauvreté par la répartition des richesses un objectif de gouvernement. Mais rien de ce qu'il propose ne sera possible sans un haut niveau d'auto-organisation populaire. D'où la centralité du processus constituant, y compris pour le social et l'écologie. Notre gouvernement sera nécessairement celui du peuple, de sa mobilisation et de ses causes communes. Encore faut-il que les plus démunis de ce peuple, les plus désarmés dans un pays qui compte trois millions d'illettrés ne soient pas déjà mis sur le bord du chemin hors de tous droits. Les *Écrivains insoumis* sont la passerelle vers une forme de dignité retrouvée dont l'impact ne se mesure pas comme une de ces valeurs marchandes qui dominent notre société. Il s'agit d'harmonie gagnée entre les êtres humains pour redevenir les maîtres de leur destin et de leurs choix.

Jean-Luc Mélenchon, 5 décembre 2020

ÉCRIVAIN
PUBLIC
INSOUMIS,
*UNE IDÉE
QUI ÉMERGE*

L'histoire débute avec deux bénévoles
d'une association marseillaise
d'écrivains publics...

GENÈSE DES ÉCRIVAINS PUBLICS

Qu'est-ce au juste un écrivain public ? C'est une personne qui rédige des lettres, des actes pour une autre personne qui maîtrise mal l'écrit ou ne sait pas écrire. L'ancêtre de l'écrivain public est le scribe, alors chargé de consigner par écrit les faits et gestes du Pharaon, c'était déjà un service à la personne (mais pas n'importe laquelle !). Écrivain ou scribe ont été les mots employés jusqu'au XVII^e siècle pour désigner les copistes.

L'activité d'écrivain public apparaît au XVII^e siècle où une clientèle souvent aisée commande des biographies familiales. L'écrivain public porte deux plumes à son chapeau, comme une enseigne ambulante. S'il en porte trois, cela signifie qu'il connaît aussi l'art de la mathématique (le logo des *Écrivains insoumis* est plus modeste : une seule plume !). Pour les moins fortunés, les hommes d'église font souvent office de rédacteurs. L'illettrisme est élevé en France comparé aux pays protestants où l'Église luthérienne obligeait les personnes à apprendre à lire pour comprendre la Bible. La Révolution française marque un coup d'arrêt à la profession avec la disparition de nombreux cabinets d'écrivains publics. La demande apparaît à nouveau au XIX^e siècle de la part de toutes les classes sociales. L'activité aurait pu à nouveau s'éteindre faute de nécessité avec l'instruction gratuite et laïque obligatoire pour tous les enfants de 7 à 12 ans en 1882. À partir du XX^e siècle, la population, de plus en plus instruite, n'a plus grand besoin d'intermédiaire pour lire et écrire des textes les plus simples de la vie courante.

Pourtant, aujourd'hui, écrivain public demeure un métier, la page écrite se négocie entre 10 et 30 euros. L'écrivain public agit comme le trait d'union entre la personne et l'administration. Il est un acteur social qui permet aux gens de répondre à leurs obligations dans une société où l'écrit est omniprésent. La dimension sociale est évidente : permettre l'accès aux droits, informer, aider la personne dans la démarche ou l'orienter vers d'autres structures mieux adaptées. Bien sûr l'écrivain public peut être sollicité pour d'autres tâches, être la plume pour relater une période de vie d'une personne, sa biographie, éventuellement, ce qui est plus rare, écrire une lettre d'amour (ne pas sourire, c'est important, sinon essentiel l'amour). C'est également corriger la forme écrite d'un mémoire, d'un rapport de fin d'étude, d'une thèse rédigée par exemple par un étudiant étranger à l'aise dans l'expression orale mais peu sûr de lui dans l'écrit.

Si aucune formation diplômante n'est requise, le métier s'est organisé autour de plusieurs structures officielles. L'année 1980 voit la naissance de l'*Académie des Écrivains Publics de France* (AEPF), deux ans plus tard se crée le *Groupement des écrivains conseils* (GREC) et depuis 2009 la *Fédération Nationale des Écrivains publics* (FNE) assure la promotion du caractère social de la profession.

L'écrivain public bénévole accueille pour l'essentiel des personnes qui se heurtent aux difficultés de la vie quotidienne : faire valoir ses droits, en faire la demande, régulariser une situation à l'amiable en expliquant par exemple la raison d'une absence à une convocation fixée par une administration. Les documents administratifs doivent aujourd'hui être remplis en ligne et une seconde fracture sociale apparaît,

l'illectronisme se combine avec l'illettrisme : prestations sociales à la CAF en ligne, demande de logement social en ligne, accès aux soins de santé en ligne, allocation handicap en ligne, inscription à Pôle emploi en ligne, dossier retraite en ligne, etc. Une personne sur trois renonce aux droits sociaux par manque d'information, du fait d'une administration considérée trop complexe et surtout par l'absence de contact direct, physique, avec le personnel, résultat d'une dématérialisation à marche forcée. L'obligation de faire les démarches en ligne décourage les plus démunis et les incite à abandonner des prestations auxquelles ils ont droit.

L'écrivain public est également une aide pour les étrangers résidents en France, confrontés au renouvellement d'un titre de séjour, d'une régularisation, à la demande de nationalité française. Il est un interlocuteur pour les migrants en demande d'asile confrontés à la précarité, à des conditions matérielles d'accueil insuffisantes, à des procédures complexes, aux dysfonctionnements des services concernés de l'État. La demande est diverse, multiple ; l'écrivain n'est spécialiste en rien, il apprend tout en faisant. Son identité est d'être là pour accueillir une personne, lui accorder le temps d'écoute nécessaire et lui témoigner de l'empathie. La plupart du temps, la personne est en difficulté, et le lien revêt à ce moment beaucoup d'importance, même si le problème soulevé n'est pas résolu.

LA PHRASE DÉCLIC

Nous sommes en 2017, la campagne présidentielle bat son plein pour les militants de *La France insoumise*, suivie des législatives qui permettent l'élection de Jean-Luc Mélenchon, député de Marseille. L'année va bon train et fin août ont lieu les premiers *AmFis* d'été dans les locaux du campus de l'université Aix-Marseille à proximité de la gare Saint-Charles. Les ateliers et les conférences sont nombreux, divers, inaugurant ceux qui suivront les deux années suivantes, de nouveau à Marseille puis à Toulouse. Une telle manifestation qui réunit les militants insoumis, venus de toutes les régions, ne peut se conclure sans le discours de Jean-Luc Mélenchon. Celui-ci, dense, a lieu dans le quartier populaire du Panier. Il y est question bien sûr du succès des *AmFis* d'été, des perspectives politiques de *La France insoumise*, mais aussi de l'abstention de plus en plus forte de l'électorat populaire. Expliquer l'importance d'aller voter ne suffit plus pour lutter contre l'absentéisme.

Une phrase de Jean-Luc va être à l'initiative de cette expérience d'*Écrivains insoumis* : « Nous ne pourrions pas inciter les gens à aller voter si nous n'allons pas au contact de leur vie quotidienne ». La phrase est suffisamment percutante pour que deux militants se retrouvent immédiatement après le meeting avec la même idée : proposer à la permanence parlementaire de Jean-Luc une permanence d'écrivains publics. Être en contact direct avec la vie quotidienne des gens, les aider dans leurs démarches permettrait en même temps de parler politique, évoquer le programme, éventuellement d'aller plus loin en présentant les propositions détaillées contenus dans les livrets thématiques de *La France insoumise*. Il devient alors possible de mener une action concrète en plaçant *La France insoumise* dans le quotidien de nombreux concitoyens des milieux populaires.

Le local parlementaire nouvellement acquis, boulevard Gambetta, est une ruche militante dans laquelle il convient de rencontrer Lise, l'attachée parlementaire de Jean-Luc Mélenchon. La proposition qui lui est soumise, sans trop bien savoir l'écho qu'elle va rencontrer, est accueillie non seulement avec intérêt mais avec enthousiasme. Lise cherchait de son côté des écrivains publics à Marseille, nous étions là, et elle nous offrait en retour un bureau pour exercer notre activité tous les mardis après-midi. Ainsi sont nés les *Écrivains insoumis*. Il ne restait plus qu'à concrétiser cette idée qui débuta réellement en janvier 2018.

**UN CONTEXTE
SOCIAL NATIONAL :
*PAUVRETÉ,
PRÉCARITÉ,
ISOLEMENT***

Un président des riches,
ennemi des pauvres.

Cette année-là, Emmanuel Macron ne peut s'empêcher de faire une saillie qui lui est coutumière, évoquant cette fois pour la protection sociale « le pognon de dingue [mis] dans les minimas sociaux ». Celle-ci avait été préparée au trébuchet de la communication politique et assumée parce qu'elle vise à mettre en place une politique antisociale qui ne se démentira jamais et confirme bien ce que déclarait Jean-Luc Mélenchon, la présence au sommet de l'État d'un « président des riches, ennemi des pauvres », entouré dès son élection d'un gouvernement de riches, avec près de la moitié de ministres et secrétaires d'État millionnaires avec en tête d'affiche, Muriel Pénicaud (ministre du Travail), Nicolas Hulot (ministre de la Transition écologique), Agnès Buzin (ministre de la Santé), Florence Parly (ministre des Armées)¹. Cette volonté politique d'Emmanuel Macron est pourtant contredite par la majorité des Français qui estime à 81 % des personnes interrogées qu'il faut maintenir le niveau des prestations sociales².

¹ M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *La caste au pouvoir*, 2019

Le Monde Diplomatique, février 2019

² Sondage, *Le Monde*, 22 juin 2018

PAUVRETÉ

Le seuil de pauvreté monétaire concerne les personnes qui vivent avec moins de 60 % du niveau médian (revenu situé à mi-hauteur sur l'échelle des revenus, 50 % des personnes gagnent plus, 50 % gagnent moins). La pauvreté touche plus de 9 millions de personnes. Être pauvre en France signifie vivre avec moins de 1 063 euros par mois pour une personne seule ou 1 550 euros pour un couple. Le système de protection sociale fait reculer le taux de pauvreté de 24 % à 13 %. Après la crise financière de 2008, la France n'a jamais réduit son soutien aux plus modestes. Qu'en sera-t-il avec la Covid-19 ?

PRIVATION MATÉRIELLE SÉVÈRE

Un autre critère pointe les personnes et les ménages qui n'arrivent plus à payer le loyer, doivent se passer de chauffage, de nourriture, de vacances, de téléphone pour boucler les fins de mois. Plus précisément, l'indicateur pointe l'incapacité à couvrir au moins 4 éléments parmi neuf biens ou services : loyer, chauffage, viande, vacances, téléviseur, réfrigérateur, voiture, téléphone, dépenses imprévues. La France fait figure honorable avec 4,4 % des familles concernées par rapport à la moyenne européenne (7,5 %). Qu'en sera-t-il avec la Covid-19 ?

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

L'effort collectif de la France pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion était en 2016 d'environ 40 milliards d'euros, soit un peu moins de 2 % du PIB, représenté par les minimas sociaux (RSA, allocation handicap, minimum vieillesse), prestations (prime d'activité, aides des collectivités locales), exonérations de taxes (habitation). Si l'on rajoute les allocations logement, les prestations familiales pour les ménages pauvres, on arrive à un total de 57 milliards d'euros, soit 2,6 % du PIB.

LA SÉCURITÉ SOCIALE, BASE DE LA PROTECTION SOCIALE

Le fondement du système français de la Sécurité sociale est basé sur le principe de la cotisation sociale qui constitue le mode de financement traditionnel. Les cotisations représentent environ 40 % de la rémunération versée aux salariés, sous la forme de la cotisation patronale versée par l'employeur et la cotisation sociale déduite du salaire brut du salarié. L'ensemble des cotisations patronale et salariale constitue le salaire socialisé qui intègre les cotisations de l'assurance maladie, de l'assurance chômage, de la retraite complémentaire, de l'aide au logement. Le budget de la protection sociale était en 2011 de 639 milliards d'euros, somme qui représente plus d'une fois et demie le budget de l'État. Si l'on prend en considération les dépenses de la Sécurité sociale (483 milliards d'euros), l'assurance chômage (30 milliards d'euros) et les dépenses d'assistance et d'aide sociale, on arrive à un chiffre proche de 600 milliards d'euros de prestations sociales versée en dehors de toute logique marchande, ce qui équivaut à environ 30 % du PIB de la France. La question des déficits sociaux (« le trou de la Sécu » de 12 milliards d'euros en 2013, par exemple) est liée non à une fatalité mais aux entrées des cotisations, c'est à dire au dynamisme de l'économie et à la baisse du chômage.

Rappelons les excédents enregistrés par la Sécurité sociale entre 1999 et 2001, en période de reprise économique. Quant aux fraudes si souvent évoquées, elles sont évaluées à environ 0,5 milliards d'euros, soit 0,1 % des sommes versées annuellement par la Sécurité sociale, chiffre bien faible au regard des 80 milliards d'euros, au bas mot, de la fraude fiscale.

LA DÉMATÉRIALISATION DES SERVICES PUBLICS

L'accès aux droits sociaux, évoqué précédemment, se trouve à présent fortement menacé par la dématérialisation des services publics. Cette situation a été dénoncée par le Défenseur des droits³ qui veille au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics et par tout organisme investi d'une mission de service public. Dès 2013, l'annonce du « choc de simplification » des démarches administratives fait déjà apparaître des réclamations comme sujet de préoccupation. En octobre 2017, le programme de transformation de l'administration est lancé et baptisé « Action publique 2022 » dont l'un des six principes clés est celui de la priorité donnée à la transformation numérique des administrations, avec pour objectif la dématérialisation de l'intégralité des services publics à l'horizon 2022. Dans une telle transformation en profondeur, il est essentiel que l'objectif premier reste l'amélioration du service rendu aux usagers, à tous les usagers, et le maintien des droits pour tous. Parmi les recommandations avancées, il est nécessaire de conserver toujours plusieurs modalités d'accès aux services publics et de prendre en compte les difficultés pour les usagers, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

3 Défenseur des droits
Rapport :
Dématérialisation et
inégalités
d'accès
aux services
publics, 2019

**L'AVENTURE
PREND FORME :**
*UNE ÉQUIPE,
UN LOCAL,
DES OUTILS.*

De l'expérience du partage
au partage d'expérience...

PREMIERS PAS ET EXTENSION DE L'ÉQUIPE

La ruche bourdonnante de la permanence parlementaire a donné le ton de *La France insoumise* à Marseille. Nous sommes considérés comme des militants un peu étranges qui se piquent de vouloir faire un travail social tout en faisant de la politique. Franck, l'homme incontournable du local, au départ un peu méfiant mais curieux, nous signale les personnes en attente d'exposer leurs difficultés, espérant voir émerger une solution ou tout au moins d'avoir un soutien concret dans les démarches à effectuer. Le bouche à oreille fonctionne au fil des semaines, nous recevons des personnes qui viennent sur l'indication d'un militant insoumis, voire accompagnées par celui-ci. Lise se place très rapidement dans un rapport de grande confiance. Très vite, la pratique établit l'ossature des demandes : le logement social, les démarches auprès des administrations, les litiges d'ordre privé ou relatif au travail. Nous constatons rapidement qu'elles dessinent une véritable cartographie de la situation sociale à Marseille, que nous analyserons plus loin.

ÉCRIVAIN PUBLIC ET ÉCRIVAIN INSOUMIS

La question qui se pose naturellement est de savoir ce qui différencie un écrivain public bénévole œuvrant dans un contexte associatif neutre politiquement et un écrivain insoumis. La singularité réside pour l'écrivain insoumis d'apporter une aide pour tenter de résoudre le problème posé... en se donnant le temps du dialogue avec la personne accueillie, et si elle le souhaite, parler aussi politique.

La demande de logement illustre bien le propos. Des familles manifestent leur détresse en montrant, photos à l'appui, leurs conditions de vie dans des logements insalubres, marqués par l'humidité et les moisissures, la présence de rats, de souris, de punaises de lit et demandent un logement à Jean-Luc Mélenchon. Certains s'imaginent que le député dispose d'un lot de logements sociaux qu'il peut octroyer selon son bon vouloir. Marseille connaît bien cette pratique clientéliste. Devant une telle situation, il convient de définir la position politique de *La France insoumise* qui ne procède pas ainsi, invoquer la nécessité d'une action collective et parallèlement répondre à la détresse, en signalant l'insalubrité au service d'hygiène de la ville et alerter les bailleurs.

Pour exister dans la dynamique de *La France insoumise* à Marseille, nous participons également à plusieurs « caravanes santé » qui se déplacent dans les quartiers populaires. Le résultat n'est pas probant, il est difficile de faire valoir deux choses en même temps, même si elles sont liées, santé et accès aux droits.

UNE EXPÉRIENCE PARTAGÉE

Après quelques semaines, nous estimons avoir suffisamment de matière à partager pour inviter des militants insoumis à une soirée d'information sur le travail d'écrivains. La présentation suscite de l'intérêt mais aussi des interrogations de la part de

militants travaillant dans le secteur social qui font remarquer que cette activité relève d'un savoir professionnel que des militants non formés (nous) n'ont pas, ce qui peut entraîner des dérapages ou des erreurs en voulant bien faire. Nous ne pouvons réfuter de telles interrogations. L'avenir nous apprendra que la pratique est une source d'apprentissage et que le contact avec les gens, sans être contraint par le temps - situation qui s'impose pour beaucoup dans le secteur social - est un point essentiel. Nous illustrons la formation par des cas concrets rencontrés lors des permanences. L'objectif est de faire la démonstration qu'il s'agit d'une activité accessible à de nombreuses militantes. Nous choisissons des exemples significatifs : une famille vivant dans un logement social avec des rats, une personne licenciée de manière abusive, engagée dans une procédure aux Prud'hommes et ne pouvant plus payer les honoraires de son avocat, une personne sollicitant l'attribution d'une prestation sociale à la CAF, sans numéro d'allocataire.

Lors de cette soirée, une militante, travaillant au CCAS de la ville, brosse un panorama plus large de l'action sociale et des problèmes rencontrés, souligne la difficulté actuelle des travailleurs sociaux confrontés à une situation sociale qui continue de se dégrader, avec des réductions d'effectifs au prétexte du tout numérique, dont on a évoqué la double peine pour les personnes les plus fragiles.

Plusieurs militantes (une très grande majorité féminine) manifestent leur intérêt et nous constituons alors un groupe de cinq militantes pour assurer la permanence hebdomadaire.



QUALITÉS DE L'ÉCRIVAIN INSOUMIS

Les premières permanences confirment qu'il ne s'agit pas d'être un spécialiste en droits sociaux, mais de se donner les moyens pour faciliter l'accès aux droits. Pour cela, certaines exigences sont nécessaires : accorder une grande importance à la relation humaine, respecter une limite, c'est à dire être savoir ce que l'on peut faire, ce que l'on ne doit pas faire et dans ce cas orienter, comprendre l'environnement administratif et juridique, travailler en réseau, connaître les lieux de ressources permettant les orientations nécessaires ou souhaitables.

L'écrivain insoumis est dans une posture où il peut parler politique et faire remonter à la permanence parlementaire les dysfonctionnements rencontrés qui à ce titre deviennent des problèmes politiques pouvant devenir des questions à l'Assemblée nationale. Il peut, par sa plume, témoigner d'une situation spécifique ou d'une lutte sociale.

 agir.lafranceinsoumise.fr/groupe/911fabd-a033-4b37-a733-24e49a998800

UNE ORGANISATION ET DES OUTILS

L'activité prenant forme, il apparaît important de s'organiser et d'imaginer des outils de travail partagés. La démarche collective est essentielle et pour travailler en réseau, nous créons un groupe fonctionnel pour pouvoir travailler en réseau  et une adresse mél  spécifique.

 ecrivains.insoumis@gmail.com

Un papier à l'en-tête des *Écrivains insoumis* permet d'interpeller des interlocuteurs en se réclamant de la permanence parlementaire de Jean-Luc Mélenchon sans engager sa signature, ce qui donne au groupe une réelle autonomie d'action.

Un fichier ressources de plus de 100 pages est élaboré, dont la trame générique peut s'adapter dans n'importe quel contexte local. Une partie générale aborde la manière de faire des recherches sur internet, décrit les règles typographiques et d'écriture à respecter, aborde les éléments clés de repérages dans l'environnement administratif, juridique et social, rappelle quelques notions de droit. L'accès aux droits est décrit selon les thèmes abordés : l'état civil et la nationalité, l'accès aux soins, l'assurance maladie, le handicap, le logement social, les prestations de la CAF, le droit à la retraite, Pôle emploi, ainsi que les assurances, l'aide aux victimes, le surendettement. Un développement particulier est réservé aux droits des étrangers et les structures de soutien, notamment pour les demandeurs d'asile.

 avenir-encommun.fr

Parler politique signifie évidemment se référer au programme de *La France insoumise* et aux livrets thématiques. C'est également être au courant des positions politiques au fil de l'actualité. Il n'est donc pas inutile de retrouver des informations sur la position de la France insoumise et de ses députés : le blog de Jean-Luc Mélenchon, les activités des députés de *La France insoumise* et la page de recherche de l'Assemblée nationale.

 avenir-encommun.fr/livrets-thematiques

 melenchon.fr

Un exercice d'archivage des cas rencontrés s'avère nécessaire pour garder une mémoire du travail réalisé. À l'issue d'une période de tâtonnement inévitable, il est apparu indispensable de structurer un outil informatique défini avec l'aide d'une militante dont le professionnalisme en la matière est d'un réel secours. Différentes options sont envisagées pour archiver, analyser, retrouver au fil du temps nos données. Nous nous accordons sur deux axes de méthodologie, le premier est de partir fondamentalement de la personne (celle qui vient à la rencontre, celle qui nous écrit) et non de thématiques préalablement identifiées, le second est de bâtir un système simple, robuste qui permet à l'écrivain de conserver des traces de son expérience.

 agir.lafranceinsoumise.fr/category/actualites/assemblee-nationale

 assemblee-nationale.fr/recherche/questions

AMFIS D'ÉTÉ ET PARTAGE DE L'EXPÉRIENCE

Il nous paraît important de partager cette première expérience avec les insoumis des autres régions et dès la première année un atelier est proposé aux *AmFis* d'été en 2018 à Marseille. Après avoir rappelé que l'accès aux droits est un enjeu politique, d'autant plus grand que tout porte à craindre une remise en question des droits sociaux, nous décrivons l'expérience engagée à Marseille au sein de la permanence parlementaire et avec les caravanes d'accès aux droits dans les quartiers populaires. Des situations concrètes sont présentées pour illustrer l'activité d'un écrivain public « insoumis ». À l'issue de l'atelier nous proposons des documents aux militants désireux s'engager dans une telle démarche. L'atelier motive de nouveaux militants prêts à rejoindre le collectif marseillais. Des militants d'autres régions sont également séduits. Cependant, la concrétisation se heurte à quelques obstacles, principalement l'absence de local ; il n'est en effet guère possible de trouver un local dans un cadre municipal ou associatif avec une couleur politique. S'y rajoute la difficulté de

constituer un noyau de militants prêts à tenter cette nouvelle manière de faire de la politique et la crainte de ne pas être la hauteur des problèmes soulevés.

L'expérience marseillaise suscite toutefois l'intérêt de certains députés insoumis, ne serait-ce que l'importance de partager des pratiques militantes. Cela se concrétise en 2019 par deux rencontres, le temps d'un week-end, d'une part à Lille à la permanence parlementaire d'Adrien Quatennens, d'autre part à Amiens dans celle de François Ruffin.


Un second atelier, intitulé « Le contact social, une autre façon de faire de la politique » est présenté aux *AmFis* d'été en 2019 à Toulouse, présentant conjointement les deux expériences de Marseille et de Lille. À l'issue de l'atelier et d'un stand dédié aux *Écrivains insoumis*, nous comptons une quarantaine de contacts : des contacts-relais, des personnes désirant créer un groupe d'*Écrivains insoumis*, et demandant à nous recevoir ou souhaitant venir à Marseille. Le recensement des contacts nous permet de faire un tour de la France métropolitaine, d'aller même au-delà jusqu'en Guyane. Pour se limiter à la seule métropole, les contacts recensés viennent de Nîmes, Arles, Boulogne s/Mer, Lyon, Toulouse, de différentes localités de la région Sud-Ouest, de la région parisienne, des départements de Seine-et-Marne, Seine-Maritime, Côte d'Or, Loire atlantique, Loiret et de la Somme. Mais là encore, comme l'année précédente, l'extension de l'expérience marseillaise n'est pas mise en œuvre. La démonstration n'est sans doute pas aussi évidente que nous l'espérons.

EXTENSION VERS LES QUARTIERS POPULAIRES DE MARSEILLE, EFFONDREMENTS D'IMMEUBLES ET COVID-19

Cette volonté d'étendre notre expérience dans les régions de France ne peut pas masquer un autre enjeu tout aussi important situé à Marseille : les écrivains doivent agir au plus près de la population. Il est crucial de mettre en place des permanences dans les quartiers populaires de Marseille. L'expérience est tout autant positive que marquée également par des échecs.

Trois permanences supplémentaires voient ainsi le jour : dans le quartier du Panier le mercredi matin (dans le local annexe d'une épicerie) et dans deux arrondissements des quartiers Nord de Marseille : le mardi matin dans la cité Campagne-Lévêque dans le XV^e arrondissement (avec une longueur de 275 mètres et 40 mètres de hauteur, l'immeuble central a été considéré longtemps comme la plus longue barre d'immeuble sans cassure d'Europe), et le vendredi après-midi dans le quartier de La Rose, dans un local syndical du XIII^e arrondissement. Cette implantation dans quatre lieux de permanence différents (incluant le local parlementaire) nécessite un réel engagement militant, exigeant de s'inscrire dans la régularité. L'extension dans les quartiers populaires implique une interaction avec les militants des quartiers qui ne se produit pas véritablement. La plus grande constance reste sans conteste à la permanence du Panier, dans l'épicerie de Bouba, sympathisant insoumis devenu au fil des semaines, non seulement un intermédiaire solide des gens du Panier, mais aussi un ami.

L'effondrement des deux immeubles de la rue d'Aubagne en novembre 2018 génère une action militante spécifique sur la question du logement. Des familles entières hébergées dans les hôtels de la ville se retrouvent dans un extrême dénuement et pour beaucoup abandonnées des pouvoirs publics. Il est essentiel, avec d'autres, de connaître leurs besoins et les assister au mieux dans leurs démarches administratives. Le logement indigne, véritable gangrène de la politique de la ville, est devenu un enjeu de plus en plus important et toujours d'actualité. De nombreuses permanences sont dédiées à signaler aux autorités départementales les logements insalubres.

L'épidémie du coronavirus en cette année 2020 a conduit à la fermeture momentanée des permanences physiques. L'activité d'*Écrivains insoumis* ne s'est pas pour autant ralentie, mais maintenue par téléphone et courriels. Un grand nombre concerne le droit des étrangers, personnes sans papiers en demande de régularisation, les nombreux refus de visas pour conjoints de français (provenant essentiellement des pays du Maghreb), les difficultés pour le regroupement familial, la situation de précarité pour les migrants en demande d'asile, etc. Nous avons la chance de bénéficier à Marseille d'un soutien juridique sur des situations souvent complexes par une association marseillaise (ESPACE) qui non seulement propose une analyse de la situation décrite, mais offre la consultation d'une base de données  sur les décisions de jurisprudence prises par les Tribunaux administratifs, les Cours d'appel administratives et le Conseil d'État. La crise sanitaire du COVID-19 induit également des situations complexes comme le blocage du rapatriement de personnes françaises et étrangères dans la plus grande improvisation des ambassades et consulats d'Algérie et du Maroc.

 dequeldroit.fr

VALENTIN
UN TÉMOIN
EXTÉRIEUR

Le regard d'un étudiant
en sciences politiques.

Valentin est un étudiant en sciences politiques qui a eu la curiosité de s'intéresser à notre démarche, a suivi nos activités et nos réflexions.

« Dans certains milieux militants on peut rencontrer des gens qui déplorent le manque d'intérêt des classes populaires pour la politique, voire leur dépolitisation. En réalité, si l'on creuse un peu, on se rend vite compte qu'elles ne boudent pas la politique en général, mais seulement certaines formes de participation ou de militantisme.

Certes, une partie de la difficulté à s'implanter dans les quartiers populaires renvoie à la nécessité de recréer des cultures militantes, notamment à travers un travail d'éducation populaire visant à convaincre sur le fond et à élever le niveau de compréhension des grands enjeux politiques qui se dressent devant l'humanité (bouleversement climatique, mondialisation sauvage, catastrophes financières, etc.). Pourtant, ce besoin d'éducation politique est loin d'être la seule explication du gouffre qui sépare les partis politiques d'une partie importante des citoyens.

Les discussions sur des enjeux internes peuvent paraître obscures, les délibérations les plus abstraites sont parfois perçues comme hors sol et sans intérêt, mais cela ne fait pas des citoyens des quartiers populaires pour autant dépolitisés. Comme me l'a expliqué Simba, militant insoumis du XIV^e arrondissement : "Nous qui sommes ici [militants des cités populaires], on fait de la politique, on milite, si c'est nécessaire et pas comme d'autres qui ont le temps de venir papoter, papoter, papoter..."

Ainsi, on peut renverser l'ordre des priorités et inverser la perspective : ce ne sont pas seulement des citoyens qui seraient incapables de s'intéresser à la grande politique ; ce sont aussi beaucoup de militants qui sont incapables de s'élever au niveau des enjeux dramatiques de l'urgence sociale, sanitaire et démocratique qui constitue une priorité absolue dans certains quartiers populaires. Des personnes peuvent militer pour de grandes causes lointaines sans intérêt immédiat pour eux-mêmes ; c'est noble et absolument nécessaire mais cela reste un luxe que ne peuvent pas toujours s'offrir celles et ceux qui veulent s'engager d'abord pour gagner des droits, une amélioration de leurs conditions de vie et de logement. Ces intérêts vitaux ne sont pas seulement matériels mais aussi symboliques, leur satisfaction permet de progresser sur le chemin le plus important, celui de l'estime de soi individuelle et collective.

Ce sont toutes ces choses qui ont parfaitement été comprises par les Écrivains insoumis. Leur démarche vise à se rendre utile aux personnes les plus en difficulté pour ne pas abandonner ce terrain aux clientélistes. Le message qu'ils portent est le suivant : les Insoumis ont compris l'ordre des priorités et des urgences qui s'impose dans des quartiers où la relégation matérielle la plus brutale nourrit une dévalorisation symbolique stigmatisante, humiliante et insultante.

La démarche des écrivains est d'abord celle de l'empathie, de la reconnaissance et de la prise en compte de personnes qui sont habituellement les plus invisi-

bilisées. Elle consiste à tendre une main fraternelle et solidaire, elle signifie que les torts qui sont faits aux classes populaires sont injustes et qu'ils devront être réparés pour espérer refonder un contrat qui lie tous les membres de notre société, dont chacun se sente réellement membre. Les écrivains cherchent donc à se rendre utile, à aider les gens mais ce n'est pas une fin en soi ; le but n'est pas de se substituer aux services sociaux, l'objectif est politique : créer de la solidarité entre les différentes couches de la société, entre classes moyennes et classes populaires, pour que le peuple gagne en cohérence et soit capable de mener à bien la révolution citoyenne que les insoumis cherchent à faire advenir. »

MARSEILLE, *UN ÉTAT DES LIEUX*

Un monstre qui dévore les « petits »...

Les deux plus grandes demandes auxquelles les *Écrivains insoumis* ont été confrontés à Marseille, en dehors des difficultés à l'accès aux droits sociaux sont les problématiques du logement et le droit des étrangers.

En 2018 et 2019, la part consacrée au logement a représenté le quart de nos interventions. Elle a explosé à la suite des événements du 5 novembre 2018, où huit personnes ont trouvé la mort dans l'écroulement d'un immeuble rue d'Aubagne. Dans les mois qui ont suivi, plus de 4 000 personnes ont été évacuées et relogées dans des hôtels de la ville, en attendant qu'une solution pérenne leur soit proposée. Ce drame a révélé l'ampleur de la crise de l'habitat marseillais.

Le rapport du *Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées* pointe, dans une précédente étude, « la faible production de logements sociaux ainsi qu'une mobilisation incomplète du parc de logements disponibles au titre du contingent préfectoral, pour les ménages les plus fragiles reconnus au titre du Droit au Logement Opposable (DALO). Les effondrements rue d'Aubagne ne relèvent pas de faits divers accidentels et imprévisibles. Le drame intervenu résulte d'une continuité de défaillances systémiques des dispositifs et des acteurs publics : production insuffisante de logements sociaux adaptés aux revenus des demandeurs, attributions n'allant pas aux ménages prioritaires, ou encore absence de traitement de l'habitat indigne jusqu'à la gestion chaotique de la crise. »⁴

4
Marseille,
de la crise
du logement
à une crise
humanitaire,
HCLPD,
novembre
2019.

Le drame du 5 novembre et les multiples évacuations qui ont suivi ont ouvert la boîte de Pandore. Nous avons accueilli (et accueillons encore) des personnes apeurées, et observé les photos de nombreux appartements indignes et insalubres : humidité persistante et moisissures, fissures dans les murs extérieurs et intérieurs, présence de nuisibles, plafonds et planchers en mauvais état, isolation défectueuse etc. Nous avons effectué plus d'une centaine de signalements au *Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne* (PDLHI) qui, de son côté, s'adresse aux bailleurs, sociaux ou privés. Une transmission suivie d'effet ou pas, certains bailleurs préférant mettre fin à la location plutôt que d'engager des travaux.

Le droit des étrangers a représenté pour ces mêmes années environ 20% de notre accompagnement. De nombreuses personnes adressent un message à la permanence parlementaire de Jean-Luc Mélenchon pour lui demander d'intervenir en dernier recours pour obtenir un visa, souvent suite à un refus pour un conjoint de Français, un titre de séjour ou son renouvellement, ou une régularisation pour une personne vivant en France sans papiers depuis plusieurs années. Les situations sont souvent complexes, traduisant la difficile réalité d'une administration peu encline à regarder avec bienveillance la situation des étrangers désirant venir en France ou y résidant. La majorité des personnes accueillies dans les permanences l'ont été au Panier, où résident un grand nombre d'étrangers dont la régularisation tarde à s'effectuer. Les demandes sont diverses, depuis une aide pour l'envoi de courriers auprès de la CAF, de l'*Assurance maladie*, des caisses de retraites pour nombre de personnes résidant en France, à des demandes d'aide pour des migrants en demande d'asile ou déboutés, se trouvant dans une situation de grande précarité tant matérielle qu'administrative. L'année 2020 est bien évidemment une année à part. La pandémie de Covid-19 sur-

passé de loin toutes les autres demandes. Le confinement et la fermeture des services publics ont immobilisé un grand nombre de procédures et condamné les gens à attendre une normalisation de leur vie quotidienne.

Nous avons aussi été très sollicités (et le sommes encore) par les problèmes de rapatriement de résidents français et binationaux qui, profitant des congés de février se sont rendus au Maroc ou en Algérie, principalement en visite familiale. Nous évoquons plus loin ces problèmes de rapatriement.

Le reste de notre activité concerne l'accès aux droits sociaux, les litiges (litiges avec l'administration, litiges juridiques, surendettement), la retraite et le handicap. Nous avons attribué le libellé « Autre » à diverses sollicitations : demande de financement, de travail, de renseignements et d'orientation, aide pour la réalisation d'un CV et de lettres de motivation, aide sur internet, points de vue, remerciements...

Il arrive souvent, en écoutant une personne reçue pour, par exemple, une dette d'électricité qu'elle souhaite échelonner sans savoir à qui s'adresser, que nous sentions que là n'est pas son seul problème. Le déroulé de sa vie nous apprend qu'elle ne perçoit pas le minimum retraite, qu'elle n'a pas demandé l'aide au logement à laquelle elle peut prétendre parce qu'elle n'est pas informée, parce qu'elle n'a pas de connexion internet pas plus que d'ordinateur.

C'est bien la confirmation d'une tragique réalité : une personne sur trois renonce aux droits sociaux par manque d'information, parce que les arcanes de l'administration l'effraient et que personne n'a le temps de les lui expliquer. C'est un schéma auquel nos permanences nous ont habitués et nous prenons ce temps-là : celui de tirer sur le fil d'une vie précaire et de tenter d'en démêler les nœuds.

**DE LA PETITE HISTOIRE
AU DRAME D'UNE VIE :
*DES EXEMPLES
CONCRETS***

Quand la loi, ou son manquement,
s'inscrit dans la chair de nos vies.

L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Ce qui est une évidence pour un juriste spécialiste du droit des étrangers ne l'est pas forcément au départ pour un écrivain insoumis, mais une fois le cas traité, celui-ci ne l'oublie plus.

Une association envoie un mail à Jean-Luc Mélenchon lui demandant d'intervenir sur une situation qui semble particulièrement injuste. Il s'agit d'un étranger Pakistanaï, installé en France depuis plusieurs années, se trouvant en situation régulière, bénéficiant d'un travail, de ressources suffisantes et d'un logement correct. Il fait une demande de regroupement familial pour sa femme et ses trois enfants restées au Pakistan. La demande est accordée pour sa femme et deux de ses enfants, la troisième se voit refusée par le Tribunal administratif, au motif prévu par la loi qu'elle est majeure. Nous ne savons pas trop quoi répondre à cette association qui apporte un soutien à ce monsieur. Nous contactons l'association marseillaise *Espace*, centre de ressources de l'accueil et du conseil aux étrangers qui assure une permanence juridique pour les « professionnels » (englobant travailleurs sociaux et bénévoles d'associations). La juriste de permanence nous indique que le droit des étrangers est soumis à de nombreux cas de jurisprudence et en prenant appui sur une base de données de l'association, facilement consultable pour un non juriste, nous indique que ce type de décision a déjà été annulée par la Cour d'appel administrative en référence à l'article 8 de la *Convention européenne des droits de l'Homme* (CEDH). Nous consultons cette base de données en ciblant la recherche sur des déterminants précis : regroupement familial / enfants, cas particuliers / enfant majeur. Plusieurs rendus sont donnés. La décision de la Cour d'appel administrative de Versailles du 5 décembre 2006 semble particulièrement explicite et indique : « viole l'article 8 de la CEDH le refus de regroupement familial opposé à un ressortissant turc pour deux de ses six enfants âgés de 20 et 18 ans au seul motif qu'ils étaient majeurs sans prendre en considération qu'ils étaient à la charge de leurs parents et que, économiquement dépendants et sans attaches dans leur pays d'origine, ils ne pouvaient en être séparés ». Cette jurisprudence fut une information importante pour l'association qui nous avait interpellés.

 espace.asso.fr

 dequeldroit.fr

L'ÉCOUTE, UNE RÉPONSE À LA SOUFFRANCE

Un monsieur arrive à la permanence et expose de manière très désordonnée, difficilement compréhensible, une situation complexe de conflit au travail, une instruction aux Prud'hommes, un différend avec son avocat pour des questions d'honoraires et la perception de se sentir mal défendu. Il a écrit à la *Maison de l'Avocat* à Marseille et n'a obtenu aucune réponse, ce qui lui démontre bien qu'il y a collusion entre les avocats. Il sollicite notre aide parce qu'il ne sait pas du tout comment s'y prendre. L'échange est difficile. Il reste une échappatoire, téléphoner à La *Maison de l'Avocat* en essayant d'en savoir plus ; la personne répond qu'elle ne peut donner aucune information au téléphone et que c'est au monsieur de relancer sa demande par un

nouveau courrier. Nouvel échange, même accusation de collusion entre avocats du fait d'une absence de réponse à son courrier (et interprété comme un refus de réponse). Dernière tentative, nouvel appel téléphonique à La *Maison de l'Avocat* en rappelant l'appel précédant et en demandant seulement à quel moment ce monsieur peut espérer avoir une réponse à son courrier. Aucune information ne peut être transmise par téléphone est-il à nouveau répondu. Les deux tentatives se soldent par un échec total, rien n'a pu faire avancer sa demande et nous ne pouvons que l'inciter à venir nous revoir si besoin. Le monsieur se lève et avant de nous quitter, nous remercie chaleureusement pour l'aide que nous lui avons apportée ! Il n'est pas revenu. Il suffit parfois de peu de chose pour calmer une souffrance.

LE TEMPS DE L'ÉCOUTE POUR DÉMÊLER LES FILS DE LA PRÉCARITÉ

Asya⁵ est une jeune femme franco-turque d'une trentaine d'années que nous avons rencontrée à Kallisté, la cité la plus au Nord de Marseille et la plus dégradée. Certains bâtiments sont vides et au bord de l'effondrement. C'est à Kallisté que les pouvoirs publics ont expédié une majorité de familles turques, comoriennes et maghrébines, à une heure en bus du centre-ville.

Asya est alors en litige avec un époux, qu'elle a fui et dont elle a divorcé, au grand dam de sa famille. Malgré les accords passés avec son ex-mari sur les modalités de droit de visite et d'hébergement de leurs deux enfants, celui-ci, deux ans plus tard, saisit le Juge des affaires familiales (JAF). Elle doit rédiger un courrier explicitant sa situation, accompagné des témoignages attestant des bonnes conditions de vie des enfants et de leur réussite scolaire. Malgré une excellente maîtrise de la langue française à l'oral, Asya a des difficultés avec l'écrit. Notre première intervention est donc de dérouler pour elle le fil de son histoire dans une lettre détaillée au JAF. Quelques mois plus tard, en constatant l'insalubrité de son appartement, nous remplissons pour elle une fiche de signalement d'habitat indigne et l'accompagnons dans une demande urgente de logement social. Elle s'est remariée et attend un enfant. Les conditions de vie à Kallisté sont éprouvantes et elle perd son travail quand elle annonce sa grossesse à son employeur, son CDD n'est pas renouvelé.

Son propriétaire, un bailleur privé, décide, juste avant le confinement, de lui signifier la fin du bail. Il ne souhaite pas engager de frais pour la rénovation du logement et le met en vente.

Nous apprenons qu'elle est aussi confrontée à d'autres problèmes : la famille doit quitter les lieux, les deux adultes sont au chômage, elle s'inquiète pour son nouvel époux dépourvu de titre de séjour, la CAF lui réclame le remboursement d'une dette qui n'a pas lieu d'être. Nous essayons alors d'intervenir là où cela est possible : une réclamation à la CAF en son nom, un courrier au bailleur, signé des *Écrivains insoumis*, évoquant les difficultés de trouver un appartement en étant confiné et une question aux *Amoureux du ban public* de la Cimade.

Le propriétaire du logement n'en démord pas et nous confirme la fin de bail de Asya. Nous allons la revoir pour remplir une demande de logement social dans tout le dé-

5
Tous les
prénoms
des personnes
dont nous
racontons
les difficultés
ont été
modifiés

partement tant Marseille est sollicitée. La Cimade nous indique que Monsieur va se retrouver père d'un enfant français, et, qu'à ce titre, il pourra demander en Préfecture un titre de séjour pour « vie privée et familiale », à la naissance de l'enfant.

À chaque demande de Asya à laquelle nous avons tenté de répondre, nous l'avons beaucoup écoutée, et dévidé petit à petit le fil de son histoire. C'est un temps que les travailleurs sociaux surchargés n'ont plus la possibilité d'accorder aux personnes qui les sollicitent. C'est un temps que des bénévoles peuvent assurer, un temps de militants politiques.

JUSQU'OU NE PAS ALLER TROP LOIN... OU L'HISTOIRE D'UN ÉCHEC

Soraya vient nous voir accompagnée de sa fille. Elle a 80 ans, est algérienne. Elle est entrée en France il y a 12 ans, avec un visa « touriste » pour rendre visite à sa fille, française, installée à Marseille. Elle n'est jamais repartie, a aidé sa fille à élever ses enfants après son divorce. Elle n'a plus de titre de séjour et voudrait qu'on l'aide à présenter sa... cinquième demande d'autorisation de séjour en France. Elle a donc déjà subi quatre refus dont deux assortis d'une OQTF (Obligation à quitter le territoire français). Son unique motivation pour obtenir un titre de séjour en bonne et due forme est de pouvoir retourner au moins une fois en Algérie visiter ses autres enfants et pouvoir revenir en France où elle a aujourd'hui sa vie.

Le motif des refus est qu'elle ne peut pas faire la preuve que ses enfants d'Algérie ne peuvent pas subvenir à ses besoins...

Outrée par le côté ubuesque de la situation et clairement émue par la douceur et la gentillesse de ces deux femmes, je plonge dans son dossier et dans les textes régissant le droit au séjour des algériens en France.

Je constate qu'elle a tenté le motif « rapprochement familial », le motif « pour raison de santé », que les dossiers ont été montés à la va-vite parfois avec l'aide d'avocats peu scrupuleux pour des honoraires non négligeables.

Je lui conseille, avec l'aide éclairée de la Cimade, d'invoquer un accord franco-algérien spécifiant qu'un ressortissant algérien peut prétendre à l'obtention d'un titre de séjour s'il peut apporter des preuves de vie sur le territoire français sur une période ininterrompue de 10 ans. Passant sur le côté hypocrite de l'accord entérinant la présence « illégale » d'un individu sur le territoire pendant 10 ans, je décide d'aider Soraya à monter un dossier irréfutable pour sa cinquième demande. Compilation de documents divers et variés (analyses médicales, attestations des enseignants des petits-enfants, des bonnes sœurs chez qui elle a fait du bénévolat, relevés de comptes bancaires, etc.)

Je l'envoie faire le tour des commerçants qui peuvent attester de sa présence régulière dans le quartier... Tout un travail de classement, de tri, de photocopies qui va nous occuper sur plus de deux mois. Toujours sur les conseils de la Cimade, nous prenons rendez-vous avec un juriste spécialisé qui reçoit dans un centre social du Panier pour faire « valider » le dossier. Celui-ci ne veut même pas regarder le dossier

et nous explique que les demandes répétées et rapprochées dans le temps auprès de la Préfecture « sont considérées [par les services concernés] comme du harcèlement » (*sic* !) et qu'elle n'a aucune chance d'obtenir une réponse favorable. Que la meilleure chose est d'attendre un an encore, ou mieux deux ans (elle a 80 ans !) avant de renouveler sa demande. Il est tellement sûr de lui et derrière son propos tranché je sens une telle bienveillance à l'égard de Soraya que je ne peux que le croire... et tenter de convaincre Soraya que nous sommes arrivées au bout de la démarche et qu'il vaut mieux attendre plutôt que d'essayer encore un refus.

L'image de Soraya que je suis obligée d'abandonner pour cause de rendez-vous important, assise sur les marches d'escalier du centre social, attendant que sa fille vienne la chercher, tenant entre ses jambes un grand sac en plastique renfermant « toute sa vie » comme elle dit, cette image n'est pas près de me quitter. Cette image et les nombreux coups de téléphone de Soraya me demandant si on ne pouvait pas quand même essayer, ou essayer autre chose ou demander à Monsieur Mélenchon d'intervenir, m'ont fait comprendre que j'étais allée trop loin, que j'avais donné trop d'espoir, que j'avais trop fait confiance au bon sens, que j'avais failli à comprendre qu'en matière d'injustice sociale, d'injustice humaine le pire est toujours sûr, même au pays des droits de l'homme.

UN ACCOMPAGNEMENT PÉRENNE POUR DES DIFFICULTÉS À L'ÉCRIT

Andrée est une dame de plus de 70 ans, qui vit seule dans un logement social en étage du 3^e arrondissement de Marseille, avec une petite retraite. Nous la recevons régulièrement depuis le démarrage de nos permanences. Elle est venue à nous en 2018 pour la rédaction d'un courrier en son nom aux services de la voirie. Les travaux de sa rue n'ayant pas été sécurisés, elle est tombée et marche avec des béquilles. Sa marche en sera définitivement affectée. Elle a été très peu scolarisée, ayant dû se mettre au travail très tôt. Elle s'exprime parfaitement bien à l'oral mais la lecture et l'écriture de documents lui sont difficiles.

À la suite du bouleversement et des inquiétudes que les effondrements de la rue d'Aubagne ont suscité dans la ville, nous la revoyons pour un signalement d'habitat indigne, photos à l'appui, à la suite de quoi quelques améliorations sont aménagées dans son logement. Sans réel changement.

Elle vit dans un T3 depuis longtemps, mais le départ de son fils et les augmentations substantielles de ses loyers corrélées à une diminution non moins substantielle de ses aides au logement, jugé trop grand pour une personne seule, la conduisent à faire une demande de permutation en 2019. Son illettrisme s'accompagne d'illectronisme : elle n'a pas d'ordinateur, juste un téléphone avec un très petit forfait, qu'elle a été contrainte d'acheter « parce que tout se fait par internet ». Nous intervenons donc pour elle.

Quelques mois plus tard, elle revient avec une proposition indécente de son bailleur social : un appartement plus à la mesure de ses moyens, certes, mais dans un quartier

très excentré de Marseille, éloigné des transports en commun et en sous-sol, humide et sombre. Un courrier est alors rédigé au nom des *Écrivains insoumis* pour expliciter la situation : son handicap et ses béquilles nécessitent un logement proche des transports en commun et des commerces de proximité, et sa vue de vraies fenêtres ! Nous la recevons également chaque printemps suite à l'attribution du chèque énergie qu'elle doit adresser à son fournisseur.

Début 2020, elle a été victime d'une erreur de facturation de sa mutuelle et a dû acquitter des charges indues pour son T3... L'action conjointe de son assistante sociale et des *Écrivains insoumis* ont permis de régler les deux problèmes assez rapidement. Champagne !

Comme on le voit avec Andrée, nous intervenons régulièrement sur toute la palette des demandes : logement, litiges, prestations sociales, handicap. Lorsqu'une personne sollicite notre aide, en dévidant le fil de son histoire, nous dévidons le fil des difficultés liées à l'accès aux droits des personnes précaires. Un litige avec la CAF nous amène à constater que le minimum retraite n'est pas perçu (pas demandé par manque d'information), la contestation d'une facture d'électricité justifiée quand un bénéficiaire du chèque énergie a été « oublié » par l'État, etc.

LA COVID-19 ET LES GENS BLOQUÉS EN AFRIQUE DU NORD

Le 14 avril 2020, trois mails adressés à Jean-Luc Mélenchon demandent un soutien pour revenir d'Algérie ou du Maroc. En l'espace d'une semaine, le nombre de messages augmente considérablement, exposant un sentiment d'inquiétude et d'abandon devant le silence des services consulaires. Fin mai, plus de 130 messages sont répertoriés, principalement en provenance du Maroc. Nous avons ainsi appris que plusieurs milliers de ressortissants et de résidents Français étaient immobilisés, réduits sur place à des expédients, exposés à d'insolubles problèmes professionnels, familiaux ou médicaux. Beaucoup étaient des personnes âgées en attente de rapatriement, de malades en rupture de soin médical ou en situation de handicap. D'autres ont perdu salaire, allocations ou chômage partiel sous le fallacieux prétexte d'absence injustifiée !

Ambassades et consulats sont longtemps restés injoignables, ne délivrant que des messages automatiques inefficaces et renvoyant la balle aux compagnies aériennes en évoquant des listes de rapatriement dont l'ordre est resté un mystère pour tous. Un billet de retour pouvait se négocier 300 euros « à prendre ou à laisser ». Sans compter la déplorable situation sanitaire dans les aéroports. On y attendait une éventuelle carte d'embarquement dans des conditions de proximité physique alarmantes.

Le dépouillement de ces messages conduit à déposer le 12 mai deux questions écrites à l'Assemblée nationale, l'une de Jean-Luc Mélenchon (QE 29397), la seconde de Loïc Prud'homme (QE 29398). Au niveau des situations de blocage, nous nous répartissions la tâche en interpellant les consulats du Maroc. Le rapatriement a été long et fastidieux, comme en témoignent les nombreux messages échangés avec ces personnes qui se sentaient littéralement séquestrées au Maroc. Pour les personnes ayant exprimé leurs craintes pour le retour au travail, nous diffusons un message

donnant les conseils de deux syndicats, CGT et Sud-Solidaires. Peu à peu, les situations se sont améliorées. De nombreux messages de remerciements ont été adressés à *La France insoumise*.

Mais tout recommence (ou continue) en juillet et août, cette fois en Algérie. Nous recevons une réponse technique du consul à qui nous demandons des précisions. Les gens bloqués en Algérie avec leur voiture doivent la faire rapatrier par un transitaire et prendre un billet d'avion, le tout à leur frais. C'est inimaginable. Il n'y a que cette solution nous dit-il. Ces personnes sont pour la plupart dans de grandes difficultés financières. Ce sont des gens aux revenus modestes, venus en Algérie avec leur voiture, moyen le moins cher. Le consul prétend qu'il y avait de la place dans les bateaux mis en place pour rapatrier les ressortissants français et espagnols, eux disent que les places qu'ils avaient réservées dans ces bateaux *Corsica linea* (trois seulement) ont été annulées au dernier moment. Le consulat n'a pas du tout l'air de vouloir faire quoi que ce soit (contrairement au consulat du Maroc). Et bien sûr nous continuons de recevoir des demandes pour trouver des solutions pour le rapatriement.

LA NÉCESSITÉ DU CONTACT AVEC LES SYNDICATS

Le monsieur que je rencontre est de nationalité malgache ; il vient expliquer sa situation et souhaite avoir un avis. Je lui demande en préalable son identité. Pour le prénom, il me répond « snc », je lui fais répéter et lui demande comment cela se prononce, il me répond « snc ». Surpris, je lui indique que ceci n'est pas un prénom. Il me répond que « snc » signifie « sans nom connu » : mystère de l'administration, nous en restons là mais cet échange génère entre nous un courant de sympathie pour entrer dans le vif du sujet. Agent de service, il m'explique qu'il a fait une mauvaise chute en travaillant il y a plus de dix ans et que les soins prodigués n'ont pas été satisfaisants. Sa main droite reste handicapée mais il ne perçoit pas l'Allocation adulte handicapé (AAH). Depuis trois ans, il travaille pour le compte d'une société de sécurité dans une grande surface où il se fait agresser très violemment par un client soupçonné de vol à l'étalage. Les pompiers le conduisent aux urgences, il porte plainte, celle-ci reste sans suite. Le choc de l'agression nécessite un soutien psychologique en plus des séances chez un kinésithérapeute. La société qui l'emploie en CDI lui propose alors une rupture de contrat conventionnel et il vient demander notre avis sur une telle démarche. Nous lui déconseillons très fortement une telle proposition qui mettra fin à ses droits de salarié. Nous ne pouvons que l'inciter à reprendre contact avec le thérapeute qui le suit, se mettre en contact avec le médecin du travail et de prendre conseil auprès du syndicat de son entreprise ou de se mettre en relation avec un syndicat pour conserver ses droits.

UN DEMANDEUR D'ASILE EN FIN DE PARCOURS

Majid et sa femme sont arrivés en France fin 2018 pour demander l'asile politique. Nous les voyons pour la première fois et leur situation n'est pas brillante. Ils sont locataires d'un petit appartement et sont menacés d'expulsion pour le retard de paie-

ment du loyer. Ils ne perçoivent plus l'Allocation de demandeur d'asile (ADA) depuis trois mois du fait d'une absence de réponse à un courrier envoyé par l'*Office français de l'intégration et de l'immigration* (OFII). Nous envoyons une lettre pour clarifier la situation présente, l'ADA est rétablie mais le paiement des arriérés n'est pas obtenu. Pour le loyer, nous prenons contact avec l'agence immobilière qui assure la gestion de l'appartement. Nous évitons l'intervention immédiate d'un huissier et nous réussissons à être en contact avec le propriétaire de l'appartement qui se montre plutôt compréhensif; ce loyer est pour lui un complément de retraite mais il ne veut pas pour autant mettre Majid dehors. Nous prenons contact avec une assistante sociale de la *Maison de la solidarité* qui dépend du Conseil départemental. Nous obtenons un rendez-vous et l'espoir d'une aide d'urgence alimentaire pour ce couple.

La situation de Majid est difficile. Il est né au Koweït il y a 47 ans et se déclare d'origine Palestinienne. Il n'a pas de nationalité mais ne peut se prévaloir d'être un apatride au sens juridique du terme. Avec sa famille, il fuit le Koweït en 1990 pour la Palestine au moment de la première guerre du Golfe. Forgeron de profession, il est sollicité par les combattants du Hamas pour équiper les pick-up, en fixant un blindage et des armes. Il apprend qu'il est condamné à dix ans d'emprisonnement par le Fatah pour avoir aidé le Hamas. Il tente de quitter la Cisjordanie mais il est refoulé par les autorités israéliennes. Il gagne finalement l'Égypte, puis la Libye et se retrouve pris dans l'engrenage des milices armées libyennes qui réclament sa compétence pour transformer des véhicules civils. Il rejoint l'Europe avec sa femme et demande l'asile en France.

Majid n'a pas de papiers, ceux-ci sont perdus ou ont été dérobés en Libye. Il n'arrivera pas à convaincre la France de son identité et de la nécessité de bénéficier d'une protection internationale*. Au fil des semaines, des mois, nous le revoyons régulièrement. Nous ne pouvons intervenir pour lui qu'en essayant de suivre son parcours de demandeur d'asile, de l'inciter à rencontrer La Cimade. Au final, son recours devant la *Cour nationale de demande d'asile* (CNDA) n'aboutit pas. Il refuse de quitter la France et est en attente de l'Obligation de quitter le territoire français (OQTF) qui l'obligera soit à quitter le pays (mais pour aller où ?), soit à y rester en se rendant invisible pendant plusieurs années, en vivant d'emplois non déclarés. Majid n'exprime jamais une quelconque colère sur sa situation qu'il estime injuste. Une certaine confiance s'est installée avec lui et il vient vers nous pour tenter de résoudre les problèmes tels que se présentent au fur et à mesure. S'il veut rester en France, il devient un sans-papiers qui n'est pas forcément sans droits.

* LA PROTECTION INTERNATIONALE

Deux situations sont reconnues par la France. La qualité de réfugié est reconnue pour toute personne « qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de la dite crainte, ne veut y retourner » (article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951). D'autre part, au titre de l'article L.712-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) « le bénéfice de la protection subsidiaire est accordé à toute personne qui ne remplit pas les conditions pour se voir reconnaître la qualité de réfugié et pour laquelle il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'elle courrait dans son pays un risque réel de subir l'une des atteintes graves suivantes :

a - la peine de mort ou une exécution,

b - la torture ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants,

c - s'agissant d'un civil, une menace grave et individuelle contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence qui peut s'étendre à des personnes sans considération de leur situation personnelle et résultant de conflit armé interne ou international. »

UNE PERSONNE SANS PAPIERS ET LA MATURITÉ D'ENFANTS EXILÉS

Erina, 35 ans de nationalité albanaise, est mariée et a deux filles de 7 et 12 ans. Elle fait l'objet d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF), après le rejet de sa demande d'asile par l'OFPRA et son recours devant la CNDA n'a pas abouti. Elle n'a pas fait appel de cette décision et le délai de recours est à présent dépassé. Erina possédait auparavant à Tirana un petit magasin de tissus. Son mari, décrit comme un homme violent, s'est disputé avec un de ses amis, et l'altercation qui s'en est suivie a conduit à son décès. Arrêté, le mari d'Erina a été jugé responsable et purge actuellement une peine de prison de six ans en Albanie. Erina a décidé de quitter son pays par crainte de subir une vendetta liée à ce décès. La demande de protection invoquée est liée à la crainte d'une vengeance de la part de la famille de l'ami de son mari, sans pouvoir bénéficier d'une protection des autorités albanaises. La France n'a pas suivi les motifs invoqués, considérant que la vendetta ne s'applique pas à une femme et à ses deux enfants filles et qu'elles ne pouvaient se considérer en danger. Erina a dû quitter l'hôtel où elle était logée avec ses deux filles. Une assistante sociale lui est venue en aide et elle a pu être hébergée par l'intermédiaire du 115 pendant dix jours dans un autre hôtel. Elle a pu trouver ensuite un hébergement de quatre mois au domicile d'un ressortissant tunisien qui lui avait laissé son appartement pendant son absence. Elle dispose de l'attestation d'hébergement gratuit du propriétaire du logement.

Lorsque je rencontre Erina, elle recherche un lieu pour se loger, sans succès pour le moment. Elle ne dispose d'aucune ressource et ne perçoit aucune prestation sociale. Elle subvient aux besoins de sa famille en faisant divers travaux (ménage) sans déclaration. Les deux enfants sont scolarisés depuis deux ans, en CE1 pour la plus jeune et en 5^e pour la plus grande. Erina possède des attestations des enseignants, signifiant son implication dynamique et continue dans le suivi de l'éducation et la vie scolaire de ses deux enfants. Nous avons fait le point de sa situation dans un café avec ses deux filles. Elle a des difficultés pour s'exprimer en français et je suis impressionné par la maturité et la maîtrise du français de sa fille aînée qui aide sa maman non pas comme une enfant mais déjà comme une jeune adulte. La dignité de Erina s'est exprimée en payant, à un moment où je m'étais absenté, les consommations malgré ses ressources précaires et il m'a fallu insister pour ne pas accepter ce geste. Erina n'a pas l'intention de retourner en Albanie. Elle va entrer dans une vie « sans-papiers », nécessitant de subvenir sans aide à ses besoins, montrer en même temps qu'elle est dans une démarche volontaire pour s'intégrer dans la société française pour qu'au bout de plusieurs années, elle puisse à nouveau se faire connaître et demander une régularisation de sa situation.

**LE QUARTIER
DU PANIER**
POUBELLE, LA VIE...

L'épicerie de Bouba,
« centre social » du Panier.

Voici un témoignage de la perception de la pauvreté dans le quartier populaire du Panier qui accueille chaque année de nombreux touristes sillonnant ses rues étroites, cherchant à retrouver les lieux de tournage de *Plus belle la vie* ou visitant le site de la Vieille Charité.

Bouba (son nom diminutif) est Tunisien, il tient une épicerie au Panier et accueille chaque mercredi matin les *Écrivains insoumis*. Au détour d'une conversation, il nous a parlé de la pauvreté au Panier. C'est cette rencontre autour de son témoignage que nous racontons ici*.

* La restitution de ce dialogue a été faite à partir d'un enregistrement audio. Certains passages sont signalés comme [inaudible], d'autres demeurent obscurs.

PRÉSENTATION

« Bouba, Nous faisons une activité d'écrivain public insoumis chaque mercredi matin dans ton épicerie depuis maintenant presque deux ans. Nous avons rencontré de nombreuses personnes dans des situations qui nécessitent parfois une aide ou dans des situations de précarité. Nous avons réalisé que tu es une personne très connue au Panier, preuve la pétition que tu as lancée et qui a recueilli plus de 500 signatures sur la signalisation dans le quartier. En te retrouvant en début d'année, au moment des manifestations contre le projet de réforme des retraites, tu nous as fait part de tes impressions sur les conditions de vie quotidienne des habitants du Panier, ceux que tu connais bien et que tu côtoies tous les jours. Tu as la conviction que la pauvreté augmente rapidement, que de nombreuses personnes n'y arrivent plus. Nous avons pensé qu'il serait intéressant d'avoir ton témoignage. Pourrais-tu répondre à ces quelques questions ?

— PEUT-ON DIRE QUE LE GOUVERNEMENT ACTUEL INSTRUIT LA MISÈRE EN FRANCE ?

— À 100 %.

— DEPUIS COMBIEN DE TEMPS AS-TU CETTE ÉPICERIE RUE DE LORETTE AU PANIER ? IL YA BEAUCOUP DE PASSAGES DEVANT CHEZ TOI. NOUS AVONS L'IMPRESSION QUE TU CONNAIS BEAUCOUP DE MONDE AU PANIER. QUI CONNAIS-TU PLUS PARTICULIÈREMENT PARMIS TES CLIENTS, TON VOISINAGE, LES HABITANTS DU PANIER ?

— Depuis 2006. Ça fait 13-14 ans. Beaucoup de passage chez moi. Trop. Beaucoup, beaucoup. Je connais tout le monde dans le Panier. Les riches comme les pauvres. Je connais tout le Panier, tout le monde du Panier. Je connais tout le Panier jusqu'au Vieux Port.

— POURRAIS-TU DÉFINIR LES HABITANTS DU PANIER ? COMMENT TU LES VOIS ? EST-CE QU'IL YA

DES CLASSES SOCIALES ?

— *Il n'y a que des pauvres... Il y a deux, trois ou quatre personnes qui habitent du côté de l'Hôtel Dieu, c'est des parisiens je crois... Ils sont venus, plusieurs riches ici, ils sont passés et qui sont repartis. Ils ont fait le tour. Ils ont dit qu'il y avait trop de gens qui sont pauvres, des jeunes, la saleté tout ça. Les riches, ils n'aiment pas ça les pauvres... Les riches n'aiment pas les pauvres. Il n'y a pas beaucoup de riches. Qui c'est les riches ? À part deux trois, comme un restaurant qu'il tient, il est riche parce qu'il a un restaurant mais les habitants non. Les habitants qui habitent au Panier c'est des pauvres... Si tu viens le matin vers 4h du matin tu vas voir ce que c'est les pauvres ici et c'est la vérité : on ne cache pas le soleil avec un tamis... Tu viens le mercredi matin à 4 heures et vas voir les gens qui attendent la Croix Rouge qui ouvre. Elle ouvre à 8 heures, elle donne les numéros, tu vas voir combien de personnes. Au moins 200, 300 personnes. À 4 heures du matin ! Même moi, un jour j'ai demandé mais qu'est-ce que c'est ? Les hommes peut-être ça va mais je vois les femmes.*

— *ET ÇA, TU AS L'IMPRESSION QUE ÇA AUGMENTE AVEC LES ANNÉES ?*

— *C'est de pire en pire ! Surtout cette année, ah c'est la honte hein ! Ça fait peur, ça fait peur ! Quand on voit comme ça les gens, ça fait peur ! Marseille, c'est-à-dire la France, où elle va, je ne sais pas...*

— *DANS LES GENS QUE TU CONNAIS, IL YA DES GENS QUI N'ONT PAS DE LOGEMENT ?*

— *Il y en a beaucoup qui viennent d'Italie, même avec des petits... et des migrants qui dorment dans la rue oui.*

— *DONC TOI TU PENSES QU'IL N'Y A PAS DE GENS RICHES ?*

— *Non pas de gens riches. Sur 1000 personnes tu trouveras 1 personne, mais pas riche, pas milliardaire, quelqu'un qui est juste-juste, normal, qui ne fait pas de crédit, qui n'a rien dans son compte.*

— *À TON AVIS, IL YA COMBIEN D'HABITANTS AU PANIER ?*

— *Plus de 2000 personnes je crois. Quand j'ai fait la pétition j'avais 590 personnes mais la plupart étaient partis en vacances.*

— *COMMENT PEUX-TU DÉFINIR LES GENS QUI VIVENT DANS LA PAUVRETÉ ? EST-CE QU'IL YA DES TRAVAILLEURS PAUVRES, CEUX QUI ONT UN TRAVAIL MAIS UN SALAIRE QUI NE LEUR PERMET PAS DE VIVRE, DES RETRAITÉS, DES FAMILLES MONOPARENTALES, DES MIGRANTS, DES ÉTRANGERS SANS PAPIERS ?*

— **Plein, il y a beaucoup d'étrangers sans papiers. Depuis longtemps... Les gens qui sont à Noailles, la plupart habitent ici... Des familles et des gens seuls. Des jeunes aussi... Tout à l'heure il est passé une dame avec deux petits, elle n'a rien, ni papiers ni rien.**

— **TU VEUX DIRE QU'IL Y A DES FAMILLES MONOPARENTALES, DES MAMANS TOUTES SEULES AVEC LEURS ENFANTS ?**

— **Oui, ou avec leurs maris mais ils n'ont rien, ils n'ont pas de papiers.**

— **LA PRÉCARITÉ SE RENCONTRE SOUVENT À DIFFÉRENTS NIVEAUX : LE LOGEMENT, LES RESSOURCES (RSA), LE HANDICAP, LA SANTÉ. DANS LES GENS QUE TU RENCONTRES AU PANIER QUELLE EST LA FORME DE PRÉCARITÉ QUE TU RENCONTRES LE PLUS ?**

— **Il y a beaucoup de gens qui sont au RSA, les retraités aussi et des handicapés. Les trois. Le plus c'est le RSA, ici presque tous touchent le RSA, c'est que des pauvres, les retraités en 2ème, le handicap c'est 3ème. Le logement ça c'est tout Marseille. Ce n'est pas qu'au Panier. C'est la poubelle de Marseille le Panier... Et peut-être de l'Europe. Comme la Belle de Mai je crois que c'est le premier [quartier] classé en Europe et le deuxième c'est le Panier.**

— **CE QUI EST ÉTONNANT C'EST QUE LE PANIER C'EST EN CENTRE-VILLE... ON A L'HABITUDE DE CONSIDÉRER QUE LA MISÈRE EST CONCENTRÉE DANS LES QUARTIERS NORD...**

— **C'est comme la poche du pantalon inaudible**

— **PAR RAPPORT À CE QUE TU NOUS AS DIT AU TOUT DÉBUT, COMMENT TU PERÇOIS L'ÉVOLUTION DE LA PAUVRETÉ ? DEPUIS L'ÉLECTION DE MACRON, IL Y A 3 ANS, TU AS L'AIR DE DIRE QU'IL Y A UNE ÉVOLUTION DE LA PAUVRETÉ QUI AUGMENTE. ET ÇA COMMENT TU LE PERÇOIS ?**

— **Hier je n'ai jamais fait de crédit, et maintenant on me demande de faire crédit pour une bouteille de lait ! Si on n'arrive pas à acheter une bouteille de lait, c'est grave ! Ça coûte 1 euro ! Un homme qui circule dans la rue s'il n'a pas 1 euro dans sa poche c'est grave ! Moi j'ai vu des jeunes, que je connais bien, habillés avec de la marque, maintenant ils cherchent des mégots ! Ils n'arrivent pas à acheter une cigarette, même pas un paquet, ça coûte cher, mais une cigarette ! C'est grave ! Un jeune de 25 ou 30 ans qui ramasse des mégots ! La France, elle est comme ça ! Elle descend à 60 à l'heure... Eh oui.**

— **ET PAR EXEMPLE, CE QUE TU DÉCRIS COMMENT TU LE RESENS POUR LES ENFANTS ? J'AI VU SOUVENT QUAND LES MAMANS PASSENT AVEC LEURS ENFANTS, TU VAS LES EMBRESSER, TU LEUR DONNES UN FRUIT, UN BONBON. EST-CE QUE TU AS L'IMPRESSION QUE LES ENFANTS SUBISSENT CETTE PAUVRETÉ ?**

— *Ah oui, oui. Avant moi, tu vois la machine des bonbons, le distributeur ; avant j'en vendais beaucoup, maintenant ça marche moins, c'est moi qui leur donne maintenant parce qu'ils n'ont pas de sous. C'est grave, c'est grave, s'il continue comme ça, le voyou, comment il s'appelle, Macron. C'est grave, c'est la vérité. Si lui a un deuxième mandat, je te jure sur la tête de ma mère, j'aime le Bon dieu et ma mère, tu sais tu vas voir la plupart des Français au Vieux Port fait la manche, ça c'est grave pour tout le monde. Ce que je vois maintenant, des Français, des Européens, avant ils travaillent bien, tout ça, des artistes à coté, qu'est-ce qu'ils font, ils font la manche, pas la manche directe, il prend une guitare et va sur le vieux port pour gagner un peu, il ne veut pas montrer son visage, il ne veut pas montrer qu'il n'a rien du tout, parce qu'il a honte. Tu vois les cartes postales que je vends pour un monsieur qui n'a pas les moyens, parce que retraité qui n'a pas les moyens, c'est moi qui les vends pour lui. C'est grave.*

— *EST-CE QUE LES GENS QUE TU RENCONTRES ILS TE PARLENT DES DIFFICULTÉS QU'ILS ONT ?*

— *Oui, tout le temps, chaque jour, au moins dix personnes par jour. Tu restes ici, tu vois comment les gens ils parlent. Les gens marchent maintenant qu'avec des comprimés. Un ne voit pas bien, il rentre dans un mur, il est dans un autre monde. Même si tu lui dis bonjour, il t'insulte. Pourquoi les gens sont devenus méchants et après on dit que les gens sont méchants. Cette pauvreté qui augmente engendre la violence. C'est le gouvernement qui fait la violence, c'est eux qui sont la violence, pourquoi, parce qu'ils grattent, ils grattent... Ça fait 5 ans, j'ai un magasin, j'ai été qu'à l'hôpital, je n'ai pas été en vacances, aller à l'hôpital c'est peut-être mes vacances, ça fait 5 ans. Je n'ai pas les moyens de partir. Il me faut une voiture... J'ai une voiture mais j'amène ma voiture et ma femme ça fait 1 200 euros, la Tunisie n'est pas loin, ça fait 5 ans que je n'ai pas été en Tunisie, j'arrive pas à la visiter, j'ai pas bougé d'ici.*

— *ET JUSTEMENT PAR RAPPORT À TON MAGASIN, EST-CE QUE LES GENS VIENNENT MOINS PARCE QU'ILS N'ONT PLUS DE SOUS ? TU LEUR FAIS CRÉDIT, EST-CE QU'IL Y A UNE DIMINUTION DE LA FRÉQUENTATION ?*

— *Oui, trop, trop, chaque trimestre je fais la déclaration à l'Urssaf. Je ne sais pas ce que je déclare, j'ai rien vendu. Je déclare quoi ? Je n'ai rien à déclarer. Je peux pas ! Des fois je gagne 7 euros de la journée, j'ai jamais passé 30 euros moi ici... Cette année, c'est la honte. Depuis deux ans, ce n'est pas que moi, mais si ça continue comme ça Monoprix va fermer, Metro à Gignac va sortir 23 caissières... Devant Carrefour, les clochards, je veux dire les SDF – je n'aime pas le mot clochard, c'est un être humain comme nous – pourquoi il est SDF, il ne s'en sort pas, il n'y a rien.*

— *PAR RAPPORT À TES DIFFICULTÉS TU DIS QUE TU NE SAIS PAS QUOI DÉCLARER À L'ADMINISTRATION. QUE TE DIT L'ADMINISTRATION ?*

— Elle s'en fout; déjà les gens qui travaillent là-bas ils sont malpolis avant tout... le RSI c'est des bandits, tu peux pas parler avec eux, ils s'en foutent. Tu declares ou non. Si tu dis la journée je ne gagne rien du tout, on te dit tu baisses le rideau. C'est facile ! Tu baisses le rideau !

— SI TU BAISSES LE RIDEAU QU'EST-CE QUI SE PASSE POUR TOI ?

— Je cherche un gobelet hein, et je vais devant Carrefour... [Rires]

— EST-CE QUE TU SAIS SI TU AS DES DROITS SOCIAUX EN CAS DE PERTE D'ACTIVITÉ ?

— Le RSI c'est quoi, si tu fais la manche tu gagnes mieux que si tu touches le RSI. Comme elle m'a dit la gitane qui passe par là, qui fouille la poubelle... J'ai commencé à parler avec elle et elle m'a dit mais qu'est-ce que tu gagnes, toi ? Toute la journée comme un singe dans une cage ! J'ai dit oui ! Comme un singe dans une cage. Qu'est-ce que tu as gagné aujourd'hui ? J'ai dit moi aujourd'hui j'ai fait à peu près 19 euros, elle m'a dit regarde, moi, je n'ai rien à payer ni les impôts, ni l'électricité, ni le loyer, et regarde ce que je gagne dans la poubelle ! Je n'ai pas demandé à Macron, je n'ai demandé à aucune personne, c'est grâce à la poubelle. La poubelle c'est ma mère ! C'est elle qui me donne le manger ! Je gagne 80 euros de la poubelle. J'ouvre la poubelle, je récupère le manger de la poubelle gratuitement et comme ça je gagne 80 euros ! Ahhh dommage j'ai dit, si tu me trouves une place je viens avec toi !

— MAIS BOUBA, SI TU PARS AVEC LA GITANE, FAIRE LES POUBELLES, ÇA VEUT DIRE QUE TU TIRES LE RIDEAU !

— Et oui je tire le rideau. Mais je ne dérange aucune personne ! Ni l'assistante sociale, ni la Sécurité sociale, ni la CAF ni Macron ni aucune personne ! Je dérange la poubelle !

— IMAGINONS QUE TU FERMES LE RIDEAU. ÇA AURAIT QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES HABITANTS, ICI AU PANIER, QUI TE CONNAISSENT ?

— Ah c'est grave, je te jure, c'est grave, c'est la vérité. Ils ont besoin de moi, je sais. Le jour que je ferme un jour ou deux jours tout le monde m'appelle " Pourquoi, comment ça se fait ? Le café, la bougie du quartier, c'est toi. " Quand on monte l'escalier on me dit c'est toi la bougie, la lumière de la rue de Lorette. On me dit sans toi, ni Étienne ni les autres ! Et regarde Étienne maintenant, il vend de l'air pour les bateaux ! Il ne vend rien du tout. L'Égyptien est fermé, l'artiste, il n'a rien, il vient, il reste devant le magasin, il regarde... Le Marocain n'a rien, l'autre il a fermé, le Corse ça va un jour...

— C'EST-À-DIRE QUE TON ÉPICERIE C'EST UN PEU LE CENTRE SOCIAL DU PANIER...

— *Oui, oui, oui... Si je te montre le cahier, ce qu'il y a comme crédit ! Tu vois un bébé, il pleure et la femme te dis s'il te plaît, s'il te plaît... J'arrive pas moi, j'arrive pas.*

— ET DANS L'HISTOIRE, TOI TU VIS COMMENT ?

— *Ah ben comme tout le monde ! Et grâce à Dieu j'ai une femme qui ne mange pas beaucoup ! Et heureusement que je n'ai pas d'enfants ! Si j'avais des enfants ! Je ne peux pas, je ferme le magasin. Et peut-être bientôt je ferme aussi. Ou ils m'obligent à travailler au noir. Un des deux... C'est que ça sous Macron.*

— LA DERNIÈRE QUESTION : EST-CE QUE TU CONNAIS DES GENS QUI ACCEPTERAIENT DE TÉMOIGNER DE LEUR VIE PERSONNELLE, DE MANIÈRE ANONYME ? DES TÉMOIGNAGES DE LEUR VIE QUOTIDIENNE ?

— *Oui il y en a j'en suis sûr... Je dis ça parce que je sais qu'il y a des gens qui ont confiance en moi... mais Macron je n'ai pas confiance en lui ! ... La vérité la France je ne sais pas ce qu'ils ont fait. Ils ont fait une grosse grosse grosse connerie internationale... C'est pas national, international ! C'est la honte je te jure... Parce que la France tu sais c'est comme une grande assiette pleine de manger, tout le monde mange ensemble. Comme chez nous les arabes, une assiette de couscous, tout le monde mange, une cuiller chacun... Maintenant les français, ils n'en ont pas le droit, il n'y a que les riches qui mangent...*

— ÇA C'EST L'INDIVIDUALISME... EST-CE QUE TU AS L'IMPRESSION MALGRÉ TOUT QU'IL Y A DES MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ ? EST-CE QUE TU PERÇOIS UNE SOLIDARITÉ ENTRE LES GENS OU AU CONTRAIRE, C'EST CHACUN POUR SOI ?

— *Il y a une grande solidarité au Panier. Tout le Panier est ensemble. Mais le problème c'est qu'avant les gens s'aidaient entre eux, ils avaient les moyens mais maintenant ils n'ont pas les moyens... Ils n'ont que la langue. Il ne reste que ça... Ils me demandent Boubaker s'il te plaît est-ce que tu peux m'aider... moi j'aime aider mais moi aussi je suis dans la merde ! Qu'est-ce qui reste maintenant ? Heureusement qu'il reste que le " bonjour ", il ne reste que ça. Mais si ça continue comme ça, ton voisin tu lui dis bonjour, il te dit donne-moi 5 euros, tu me dis pas bonjour... C'est grave, hein ?*

— À TON AVIS LES SENTIMENTS, CE QUE RESENTENT LES GENS C'EST QUOI, LA COLÈRE, L'INDIGNATION, LA TRISTESSE ? ET COMMENT ILS S'EXPRIMENT ?

— *C'est la colère et la tristesse, les deux... et la colère, elle sort par la vio-*

lence. Par exemple celui-là, quand il sort il regarde si je suis là, " Bonjour comment ça va Bouba aujourd'hui, c'est bien ? " Maintenant quand il sort de sa couverture, il sort avec les nerfs. Il sort avec les nerfs. Il ne me dit pas bonjour, pourquoi ? Parce qu'il est dans la merde. Il a la tête ailleurs... Comment il va faire aujourd'hui, comment il va manger, comment... tu vois le chauffage maintenant... Les gens ne chauffent pas. Béchir à côté il n'arrive pas à payer l'électricité. Il n'a pas les moyens... Ni le loyer, ni l'électricité... Maintenant il dort, il tourne dans l'air comme on dit, il est devenu un peu gaga. Il n'a rien, ni l'électricité, ni walou !

— PAR RAPPORT À CE QUI SE PASSE EN CE MOMENT DANS TOUTES LES VILLES DE FRANCE, LES MANIFESTATIONS POUR LA RETRAITE, LES GENS DU PANIER EN PENSENT QUOI ?

— Tout le monde est d'accord pour les manifestations. Parce que comme on dit en arabe, excuse-moi, on dit un cul froid, Macron il a un cul froid. Il s'en fout complètement.

— ET LES GENS, EST-CE QUE POUR EUX LA POLITIQUE REPRÉSENTE QUELQUE CHOSE ? PAR EXEMPLE IL VA Y AVOIR LES MUNICIPALES BIENTÔT. EST-CE ÇA CORRESPOND À UNE ATTENTE ? EST-CE QUE LES GENS ATTENDENT QUELQUE CHOSE OU EST-CE QU'ILS PENSENT QUE DE TOUTES FAÇONS RIEN DE VA CHANGER ?

— Rien. Ils n'attendent rien, ils n'ont plus confiance.

— EST-CE QU'ILS ATTENDENT LES PRÉSIDENTIELLES ?

— Ah oui, ça ils attendent. Les municipales non, parce que comme on dit, quand on parle des municipales on parle de Gaudin ou Narducci ou l'arménienne Vassal, ils ont peur ! Ils ont peur ! On ne voit pas qui, les gens sont aveugles maintenant.

— EST-CE QUE QUAND TU PARLES AUX GENS ILS TE DISENT QU'ILS NE VONT PAS VOTER ?

— Oui la plupart ne votent pas. La plupart c'est des Français. Les autres, étrangers, tu leur dis applaudis ils applaudissent...

— MAIS BOUBA TU ES DE QUELLE NATIONALITÉ, TOI ?

— Tunisien moi. Je suis Arabe. Un vrai Arabe, je ne suis pas une photocopie. La double nationalité ça sert à quoi ? Ça m'intéresse pas. Oui il y a des Arabes français mais ça sert à quoi ? Je ne veux pas le double visage, moi.

— *MAIS C'EST QUAND MÊME PLUS PRATIQUE, NON ?*

— *Ça change rien du tout ! Ça change quoi ? On ne cache pas le soleil avec un tamis...*

— *TU AS UNE CARTE DE SÉJOUR DE COMBIEN DE TEMPS ?*

Dix ans. Si demain je demande la nationalité je l'ai tout de suite. Mais moi je la veux pas parce que je ne rentre pas au paradis avec. Si j'ai la nationalité française, je rentre au paradis ? Non et je ne sors pas de l'enfer non plus. Je reste toujours un Arabe. Un Arabe est toujours un Arabe... il reste comme un chewing-gum... La France maintenant... Si je te parle de mon oncle tu vas dire ce n'est pas possible, il a fait la guerre, si tu vois son corps c'est un tamis, c'est un couscoussier. Et qu'est-ce qu'il a gagné ? Combien il gagne ? 15 euros par trimestre ! C'est pas la honte ça ? 15 euros de pension ! Et c'était un sergent ! Il a fait les deux guerres il a fait toutes les guerres avec la France. Il n'est pas allé à l'école lui. C'est un bourricot lui. Il est rentré à l'armée, il est devenu sergent ! Un soldat, quand il rentre à l'armée, il a une Bac plus 2 ou quelque chose. Mais lui il est rentré comme un bourricot il est devenu sergent et il ne touche rien. Tu vois comment il parlait anglais, français, allemand. Et c'est un Arabe !

— *ES-TU D'ACCORD BOUBA POUR QUE CE TRAVAIL-LÀ, NOUS LES ÉCRIVAINS, ON LE FASSE AVEC LES INSOUJIS DU PANIER ? QUI CONNAIS-TU COMME INSOUJIS DU PANIER ?*

— *Il y a Serge, Pascale, Julie, Robert aussi, je l'ai vu de matin. C'est un artiste de la rue du Refuge mais les insoumis ne le connaissent pas. Mais c'est quelqu'un de bien...*

On ne peut pas en rester là, il faut qu'on en fasse quelque chose de consistant et de collectif...

Je vous montre autre chose... »

Derrière l'épicerie de Bouba se trouve l'antenne locale de la Croix-Rouge, dont il parle au début de l'entretien, le Pôle social du Panier (rue Saint Antoine). C'est surtout un espace de distribution alimentaire. Bouba nous raconte que lorsqu'il revient du marché de gros et arrive à l'épicerie, vers 4 heures du matin, une très longue file de personnes attend l'ouverture du centre (8 heures). Il nous propose de venir constater la misère et d'être une sorte d'intermédiaire pour entamer le dialogue avec ces personnes.

« Il faut trouver une caméra, quelqu'un qui filme et venir mercredi, et tu vas voir comment les gens descendent avec les chariots ! Déjà, moi, là, j'attends une dame qui descend, tu vas voir, c'est la honte ! C'est une catastrophe. C'est une dame qui n'arrive pas à manger. Ils l'ont obligée à travailler et elle n'arrive pas. Elle est handicapée et chaque fois c'est moi qui l'aide pour descendre le chariot... C'est une dame qui fait le ménage et ils ne veulent pas lui donner ses

droits. Chaque fois elle vient ici à la Croix-Rouge... Ils ne la lâchent pas, il faut qu'elle travaille. Elle a l'allocation je crois mais ce n'est pas assez. »

Le confinement ne nous a pas permis de donner immédiatement suite à la proposition de Bouba. Nous sommes allés à l'antenne de la Croix Rouge dès qu'il a été levé. Pour réguler l'affluence indiquée par Bouba aux heures pâles de la nuit, la *Croix rouge* a finalement mis en place un système de tickets numérotés attribuant à chaque famille un créneau horaire pour faciliter la gestion des distributions alimentaires. Une affichette précise aux demandeurs de chuchoter en patientant pour respecter le sommeil des voisins, une preuve s'il en fallait des heures très matinales de leur attente.

Le système de tickets et la peur encore très prégnante du virus et de ses conséquences ont conduit les personnes précaires à ne sortir que brièvement. À 6 heures du matin, nous avons cependant rencontré certaines d'entre elles déjà postées devant le centre. Toutes n'habitent pas le Panier, mais viennent chaque semaine des quartiers nord, voire de quartiers plus favorisés, à pied ou empruntant les transports en commun dès le début du service.

Elles ont toutes confirmé que ces deux mois de confinement avaient aggravé leur quotidien, moins de ressources, et là encore toutes ont mentionné l'indignité de leur logement : des familles nombreuses entassées dans une cinquantaine de mètres carrés, d'autres infestées de rats et cafards, toutes dans des murs humides et couverts de moisissures.

Nous avons une fois encore signalé les faits aux services de la Ville et du département, accompagné certains dans quelque démarche et transmis nos coordonnées pour information à leurs collègues d'infortune.

LE CHOC,
OU LA STRATÉGIE
DU CHOC ?

Comment une pandémie permet
d'asseoir un capitalisme
sauvage et autoritaire...

Les contraintes du confinement levées, la reprise se fait petit à petit et non sans réserve. Nos permanences physiques ne peuvent pas reprendre avant septembre, comme beaucoup d'autres structures où est accueilli en priorité un public en grande difficulté.

Notre activité d'*Écrivains publics*, également encore cantonnée à des échanges virtuels ou téléphoniques se heurte à l'impossibilité de contacter directement les services publics concernés par le versement des prestations sociales de base, qui restent injoignables et fermés pour la plupart.

Force est de constater que va probablement se rejouer ici la tactique récurrente des gouvernements de droite ultra-libéraux : à la faveur d'un traumatisme collectif, le choc (coup d'État, attaque terroriste, crise boursière, catastrophe naturelle), les gouvernements exploitent la peur des gens et étouffent la démocratie. Sans oublier d'imposer des politiques qui enrichissent les 1% au détriment des autres. C'est la stratégie du choc, thèse à présent bien connue de Naomi Klein⁵ qui s'appuie sur de nombreuses recherches documentaires et estime que des événements dramatiques conduisent à des chocs psychologiques permettant aux chantres du libéralisme d'imposer des réformes économiques et sociales ultra-libérales, et de promouvoir des lois liberticides.

En France, la pandémie de Covid-19 et l'impréparation des services de l'État a plongé la population dans la sidération. Ainsi, à coup d'ordonnances successives, nous assistons au recul des libertés individuelles, de l'indépendance de la justice, du droit du travail et autres joyusetés autocratiques.

5
La stratégie du choc - La montée d'un capitalisme du désastre
Actes Sud, 2013.

6
Jean-Marie Delarue, - Contrepoint,
9 mai 2019

👉
contrepoints.org /2019 /05 /09 /343 661-se-dirige-t-on-vers-le-delit-d-opinion-en-france

7
Comment le pouvoir réprime les mobilisations populaires,
Julien Talpin, Éditions Les Étaques, 2020.

DES LOIS DE PLUS EN PLUS LIBERTICIDES

Certes, la multiplication de projets de loi liberticides ne date pas du Covid. La loi relative au renseignement, promulguée en 2015, s'est récemment alourdie de la loi anticasseurs et la loi fake news. Liberté de parole, liberté de circulation et droit de manifester font l'objet d'actions préventives où la violence est « un levier largement utilisé pour décourager le citoyen, fut-il pacifiste, d'exercer ce droit » comme le soulignait un lanceur d'alerte après les milliers de contrôles effectués le 1^{er} mai 2019. À ce sujet, évoquant le mouvement des Gilets jaunes, il souligne : « Désormais, il suffit de se trouver dans les environs d'une manifestation pour devenir un Français suspect faisant l'objet de mesures extraordinaires, comme des fouilles »⁶.

Des journalistes sont arrêtés pour avoir filmé la réalité de la répression policière. Des internautes également, avec leur téléphone portable, et publient les faits sur les réseaux sociaux. Les vidéos sont régulièrement supprimées car jugées « non conformes à la loi ».

Les quartiers populaires, grands oubliés des toutes dernières élections, sont déjà, et depuis des années, l'objet d'une répression à bas bruit : poursuites judiciaires contre les militants pour diffamation, qui remplacent avantageusement le délit d'opinion, arrêt du financement public des actions collectives, ou conditions draconiennes d'accès à des espaces de rassemblement, autant de mesures de rétorsion visant à contraindre les conditions matérielles de la lutte⁷.

La surveillance des populations n'est plus une dystopie. Après l'annonce du confinement, une quinzaine de villes françaises a eu recours à des drones censés assurer la surveillance des déplacements et diffuser des messages aux habitants les incitant à rester chez eux. La Quadrature du net s'inquiète de l'importante progression des technologies de surveillance policière suite à la crise du Covid-19. En mai, le Conseil d'État, alerté par les risques de dérives que représente le recours aux drones par la police et en l'absence de cadre juridique, a enjoint le gouvernement de cesser d'utiliser ces dispositifs techniques, une atteinte grave et illégale au droit au respect de la vie privée.

LES DROITS SOCIAUX EN PÉRIL

En juillet 2020, le déconfinement ne permettait toujours pas les réunions en milieu fermé. Les locaux des centres socio-culturels n'étaient accessibles qu'à un public restreint (halte-garderie pour les parents retournés au travail), les permanences étaient sociales suspendues et les organismes d'accès aux droits particulièrement difficiles à joindre. A l'heure où les cafés, restaurants, cinémas ouvraient à nouveau leurs portes, on voit mal pour quelles raisons de protection sanitaire, la plupart des services publics restaient fermés au public, ou nécessitaient une prise de rendez-vous préalable, comme si le contact du public avec l'administration était conçu pour devenir de plus en plus difficile.

Le gouvernement prend la décision d'un nouveau confinement en novembre 2020 et de nouvelles mesures surgissent, qui échappent à la raison tout comme l'instauration préalable du couvre-feu. Les outils de production et l'école doivent fonctionner, les services publics aussi, mais les petits commerces (dont les librairies !) comme les métiers « non-essentiels » sont priés de se mettre en sommeil. Blanc-seing est donc donné aux grands groupes de distribution...

Malheureusement la réalité nous montre que le contact avec les services publics reste compliqué. Rien n'a changé : des heures au téléphone pour prendre rendez-vous, des agences toujours fermées, des bureaux impossibles à joindre, voire de longues files d'attente pour le service des Impôts par exemple.

Il semble donc que nous nous acheminions doucement mais sûrement vers un bouleversement du versement des prestations sociales, la totale privatisation des retraites, la vente des biens publics et la fin des systèmes de redistribution.

La pandémie de Covid-19 a induit une crise sanitaire de grande ampleur et une violente crise économique. L'état d'urgence sanitaire est le choc qui permet au gouvernement Macron de nous faire croire que la casse de l'État social est inévitable, c'est aussi un véritable laboratoire de la répression. L'État agit ainsi avec toute sa force régaliennne. Ainsi meurt la démocratie.

**UN ÉPILOGUE POLITIQUE,
*ET SI CE N'ÉTAIT
QUE LE DÉBUT ?***

Frontière floue et avenir incertain,
un jour sans fin.

En 2017, Jean-Luc Mélenchon décrit⁸ le pays comme pillé et démoralisé, défiguré par le chômage, la pauvreté et le productivisme. Avec un fil rouge constant qui lie l'urgence écologique, le désastre social et le délabrement de la démocratie.

Ce sont les trois visages d'une réalité à laquelle l'activité des *Écrivains insoumis* sont confrontés permanence après permanence. L'urbanisation désastreuse, mal contrôlée et pas du tout suivie de Marseille, très peu dotée en logement sociaux, conduit à des effondrements d'immeubles sur les habitants, à des invasions de nuisibles dans les logements, à de longues années d'attentes pour vivre dans un appartement décent à la mesure de ses moyens dans un quartier qui ne soit pas systématiquement excentré.

Les prestations sociales s'amenuisent, les inégalités s'accroissent tandis que « nous étouffons sous le règne de la finance ». La démocratie s'effiloche, ce pouvoir au peuple et du peuple [dēmos kratēin], est peu à peu confisqué par une oligarchie qui a donné à un banquier d'affaires le pouvoir de changer les lois et d'en fabriquer d'autres à coup de réformes injustes, d'ordonnances et de 49.3, véritables dénis de démocratie.

Les *Écrivains insoumis* résistent. Parce que nous croyons à cet avenir en commun dont le programme est de taille à changer la donne. Parce que l'humanisme est notre bien commun « parce que nous sommes tous semblables »⁹.

La phrase politique de Jean-Luc Mélenchon en 2017 à la clôture des *Amphis* d'été « nous ne pourrions pas inciter les gens à aller voter si nous n'allons pas au contact de leur vie quotidienne » demande que l'on y revienne car elle fonde la naissance des *Écrivains insoumis* et doit être regardée comme une parole importante et non comme une formule au fil d'un discours politique. Plusieurs questions émergent de cette expérience : la réalité politique du contact social, la relation entre écrivains et autres militants, la perception et l'usage des *Écrivains insoumis* par les structures politiques dirigeantes, la perception du temps dans l'action politique.

8
melanchon.fr
/2017/08/26/
linsoumission
-nouvel-hum
anisme

9
Jean-Luc
Mélenchon,
Nous
proposons
des causes
communes,
meeting
de clôture
des AmFis
2020,
Châteauneuf
-sur-Isère

UNE FRONTIÈRE FLOUE

Nous avons notre « bréviaire », *L'Avenir en commun* et ses annexes (les livrets thématiques, les interventions des députés de la France insoumise, les blogs de Jean-Luc Mélenchon) pour faire le lien entre la demande sociale et l'inscription politique dans la société. Mais lorsque nous recevons une personne, la cause politique s'efface rapidement devant le problème concret qui est exposé. Le militant politique deviendrait-il alors un travailleur social bénévole, en mode dégradé du fait qu'il n'est pas un professionnel ? La réponse ne se situe pas à ce niveau : l'accueil qui est fait, le temps d'écoute est déjà en soi un premier geste politique dont on aurait tort d'en sous-estimer l'importance. En même temps, il serait bien naïf de se limiter à une telle image d'Épinal. Des personnes viennent aussi pour rechercher une solution à leur problème, quelle que soit la couleur politique de l'interlocuteur (nous avons rencontré par exemple un militant du *Front national*), le « bouche-à-oreille » fonctionne également pour amener des personnes dans une logique parfois communautaire. L'accueil ne doit pas être perçu avec une vision d'angélisme du militant au service

des classes populaires, mais il est bien difficile de séparer, comme on dit, le bon grain de l'ivraie. L'empathie manifesté au moment de l'accueil débouche bien vite sur la réalité du problème exposé.

La diversité des situations rencontrées peut décourager de prime abord, mais l'expérience aidant, on s'aperçoit bien vite que les problèmes soulevés touchent aux aspects essentiels de la vie courante (logement, prestations sociales, scolarité, assurance maladie, handicap, retraite, allocations complémentaires). Aborder les conflits au travail est beaucoup plus délicat et le lien avec les structures syndicales est indispensable. Le droit des étrangers, que ceux-ci soient résidents dans notre pays ou en demande d'asile, se révèle aussi d'une grande complexité, évoluant depuis des années vers une continuelle régression. Pour traiter ces questions souvent complexes, le lien avec les associations militantes est essentiel.

La conclusion de cette expérience est hautement politique et trouve confirmation avec la réalité du confinement de la pandémie de la Covid-19. Ainsi, Jacques Toubon, Défenseur des droits, est arrivé cette année à la fin de son mandat de 6 ans et il lui a été demandé, à l'occasion d'une interview, ce qui constituait pour lui la question la plus importante. Sans hésitation, il évoqua la dématérialisation des services publics, privant de plus en plus le simple citoyen du contact physique avec l'administration. Rappelons qu'un tiers des personnes renonce à leurs droits sociaux et le déconfinement ne fait qu'accélérer le processus. Au moment où nous écrivons l'ensemble des services administratifs, CAF, MDPH, Assurance maladie, CARSAT, Finances publiques restent toujours extrêmement difficiles à joindre. Les démarches doivent se faire par téléphone (après un temps d'attente souvent démesuré, appel souvent payant, orientation dans un dédale administratif par boîte vocale) pour obtenir un hypothétique rendez-vous, si toutefois quelqu'un répond. Ou par connexion sur son compte personnel pour lequel la personne est ramenée à un numéro d'identifiant et à un mot de passe. L'efficacité numérique ramène l'identité de la personne à des chiffres et des lettres et nie son existence en tant que personne humaine qui demande à s'exprimer devant une autre personne par la voix, le geste, le regard. Ce qui se joue à présent c'est bien la déshumanisation de la société et l'invisibilisation des personnes les plus fragiles et les plus précaires. En ce sens, l'expérience d'*Écrivains insoumis* prend une dimension certes modeste mais dont la valeur symbolique est hautement politique.

L'accueil des personnes nécessite une régularité de présence que nous avons cherché à maintenir à un rythme hebdomadaire mais également la diffusion d'une information concrète par le biais de l'implantation locale de militants insoumis. Cette complémentarité dans l'action n'a pu être réellement obtenue. Nous avons bien réussi à créer des permanences dans certains quartiers populaires de Marseille, dans le local d'une association sportive, dans un local syndical, à l'initiative d'un ou d'une militante particulièrement motivée (parfois pour des motifs qui leur étaient propres). Ces deux permanences n'ont pu se maintenir parce que la dynamique initiale n'a pas bénéficié d'une information régulière et constante par voie d'affiche, de flyers dans les boîtes à lettres ou diffusés sur les marchés. Certainement, cet échec doit être recherché au niveau des écrivains eux-mêmes qui n'ont pu suffisamment expliquer le contexte de leur intervention et sa portée politique.

ET ENSUITE ?

L'expérience des *Écrivains insoumis* a été présentée à l'occasion d'ateliers lors des deux *Amphis* d'été à Marseille et Toulouse en 2018 et 2019. De nombreux militants nous ont fait part de l'intérêt d'une telle démarche militante, sans que cet intérêt manifesté puisse déboucher concrètement. L'idée d'un réseau national d'*Écrivains insoumis* reste en jachère. Deux permanences parlementaires de députés insoumis ont souhaité mieux connaître cette expérience à Lille (Adrien Quatennens) et Amiens (François Ruffin). Fort de cet intérêt manifesté, nous avons sollicité l'ensemble des députés insoumis. Sans résultat. Au-delà de l'amertume ressentie, malgré les efforts déployés pour partager avec d'autres cette expérience, il apparaît que des logiques politiques et des priorités liées à l'actualité surgissent et finissent par considérer une telle expérience comme quelque chose de « sympathique », mais sans plus.

Pourtant, cas relativement exceptionnel on en convient, le suivi de plus d'une centaine de messages adressés à Jean-Luc Mélenchon émanant de concitoyens français, binationaux ou étrangers se trouvant bloqués en Algérie ou au Maroc pendant la période confinement, demandant un soutien d'urgence en invoquant des situations d'inquiétudes, de révolte, voire de détresse pour différentes raisons ont abouti à deux Questions écrites à l'Assemblée nationale à l'intention du ministre des Affaires étrangères. Cet exemple montre qu'un problème évoqué à de multiples reprises devient, au-delà du cas personnel à traiter, un problème politique qui peut interpeller nos représentants Insoumis.

Le temps de l'action politique est une question complexe à gérer pour un militant engagé. Les élections municipales de Marseille ont contribué à accentuer un profond malaise chez certains sympathisants et militants marseillais, et le groupe des *Écrivains insoumis*, qui ne constitue en rien un ensemble homogène, n'a pas été exempt de cette situation dans laquelle la logique d'un rassemblement dit de gauche s'est heurtée aux fondamentaux de la France insoumise, amenant l'une d'entre nous à rendre son « tablier ». Chacun a une perception des enjeux qui lui est propre. On peut effectivement plaquer son activité militante d'écrivains dans le temps politique immédiat et ne peut plus se sentir en adéquation politique avec les décisions des instances représentatives. Une autre perception est possible, si l'on prend en considération la lente et continuelle deshumanisation de la société où la personne humaine est ramenée à un chiffre pour définir son identité et sa démarche au bon vouloir des algorithmes de l'intelligence artificielle. Si modeste soit-elle, le travail d'*Écrivains insoumis* devient un objet à haute signification politique pour les années d'incertitude qui nous sont imposées.

L'HUMANISME,
NOTRE BIEN
COMMUN

Des humains face au déshumain.

Si nous évoquons la déshumanisation de la société, le mot se relie à son pendant, au terme « humanisme » créé à la fin du XVIII^e siècle qui a longtemps désigné un mouvement culturel, philosophique et artistique, porté par l'esprit de laïcité, résultant d'une crise de confiance en l'Église catholique au siècle des Lumières. Le concept a subi bien des revers, mais aujourd'hui, à l'aune croisée de ses racines et des enjeux sociétaux contemporains, l'humanisme écologique et social est revendiqué par *La France insoumise*.

L'humanisme désigne toute pensée bienveillante envers la condition humaine, celle qui met au premier plan de ses préoccupations le développement des qualités principales de l'être humain : la recherche de la connaissance et de la conscience, l'auto-détermination (les êtres humains sont seuls producteurs de leur réalité), la solidarité.

La philosophe et politologue Hannah Arendt (1906-1975) distingue et hiérarchise selon leur ordre d'importance trois types d'activités qui caractérisent la condition humaine : le travail, l'œuvre et l'action. Au sommet de cette tripartition, elle situe l'action, caractérisant l'humain comme animal politique. L'expression est reprise à Aristote, l'homme est par nature un animal politique. L'action appartient donc au domaine politique, et représente le moyen pour l'humain, en agissant et parlant dans la sphère publique, d'affirmer sa singularité et d'actualiser sa liberté : « être libre et agir ne font qu'un »⁸.

Les *Écrivains insoumis* ont choisi l'action dans l'ombre du quotidien, au long cours, comme on sculpte sa propre liberté dans le matériau brut du réel - et dont l'éclat se diffuse, par contact.

10
*La Crise de
la culture,
Hannah
Arendt,
Éditions
Gallimard,
1972*

L'INSOUMISSION COMMENCE, TOUJOURS ET INLIASSABLEMENT PAR UN REFUS

Une désobéissance à l'ordre du monde tel qu'il est et tel qu'il va.

Ce livre retrace l'action des *Écrivains insoumis* marseillais. Je veux remercier ces femmes et ces hommes qui se battent pour l'intérêt général, dont l'action quotidienne permet de résister aux coups effrénés des pouvoirs insensibles de l'argent. Ils rappellent les raisons de notre engagement politique : l'attachement indéfectible et profond à la fraternité humaine.

Les écrivains publics de Marseille sont l'honneur de notre mouvement politique et un des plus beaux exemples d'auto-organisation du peuple. *La France insoumise* avait déjà mis au cœur de sa campagne présidentielle le refus de l'exclusion de millions de personnes de la citoyenneté sociale et politique.

En juillet 2016, j'avais coordonné le lancement des caravanes d'égalité des droits. Ces caravanes ont sillonné des centaines de quartiers populaires pour aider les gens à accéder à leurs droits sociaux et à s'inscrire sur les listes électorales. Les chiffres donnent le tournis. Trois millions de personnes non inscrites sur les listes électorales, six millions et demi de personnes mal inscrites. Plus d'1 personne sur 3 qui a droit au RSA n'y accède pas, soit 5,3 milliards d'euros non-dépensés. 1 jeune sur 5 ne sollicite pas les aides auxquelles il a pourtant le droit.

Notre République est avant tout une République sociale. Les militants de *La France insoumise* partout dans le pays se sont donc attelés à la tâche : aider partout à l'accession des droits sociaux et permettre le retour de celles et ceux qui ont été humiliés, éloignés de la politique, à la participation et à leur citoyenneté politique. Ces caravanes ont continué. De nombreuses actions d'auto-organisation leur ont succédé : collectes alimentaires et de produits d'hygiène, caravane santé, rénovation d'école,

actions collectives quant au logement ou encore ce réseau d'écrivains publics.

La politique d'Emmanuel Macron, président des riches, aggrave cette exclusion. Dix millions de pauvres dans la 6ème économie la plus riche au monde. Trois cents mille personnes qui dorment à la rue. Sept millions de privés d'emploi. Le refus de cautionner cet ordre injuste en est d'autant plus grand. La France a retrouvé le goût de la solidarité.

Notre mouvement politique se doit d'être au service de cette auto-organisation populaire pour que le monde soit meilleur, pour ne pas laisser s'abattre partout, dans un mouvement terrible de rage aveugle, la compétition généralisée et le mépris pour l'autre.

Que les puissants se le tiennent pour dit : jamais la passion de la France pour l'égalité ne sera démentie. La Révolution citoyenne que nous appelons de nos vœux est commencée.

Mathilde Panot

Députée du Val-de-Marne

Vice-présidente du groupe La France insoumise à l'Assemblée nationale

QUI SOMMES-NOUS ?
JE, TU, ELLE,
NOUS MILITONS.

«Au milieu de l'hiver,
j'ai découvert en moi un invincible été.»
Albert Camus

UN CHIMISTE

« J'ai plus de 70 ans et j'ai travaillé auparavant dans le domaine de la recherche consacrée à la protection du milieu marin. N'étant pas marseillais d'origine, la connaissance de la ville s'est faite par le biais d'une association d'écrivains publics bénévoles, me permettant de découvrir l'ampleur des inégalités, de la précarité et du besoin de soutien pour de nombreuses personnes.

Mon parcours militant a débuté au moment de la guerre en ex-Yougoslavie dans les années 90, puis au sein du mouvement Attac au moment de la campagne contre l'approbation du référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005. La suite s'est placée dans l'adhésion à la vision politique de Jean-Luc Mélenchon. Habitant dans le 1^{er} arrondissement de Marseille où Jean-Luc Mélenchon fit un score dépassant les 40 % dans certains bureaux de vote, je constatais les encouragements de nombreux habitants qui indiquaient que le candidat Mélenchon leur avait appris beaucoup de choses et qu'il savait parler autant au cœur qu'à la raison. Son discours au Vieux Port reste dans la mémoire de nombreux marseillais. Mais l'enthousiasme de la présidentielle ne suivit pas pour les législatives, car même si Jean-Luc Mélenchon devenait Député à Marseille, l'abstention était redevenue importante, rompant avec l'espoir suscité les mois précédents.

La phrase déclic prononcée par le leader de La France insoumise fut bien le germe de cette idée d'Écrivains insoumis. Parler politique est certes notre objectif en faisant fonction d'Écrivain insoumis, mais tout ceci reste bien relatif lorsqu'on est confronté à la grande misère, que ce soit la demande renouvelée chaque année, sans suite, d'un logement social pour des personnes ou des familles vivant dans des lieux insalubres, la situation des demandeurs d'asile ou d'étrangers sans papiers cherchant une issue digne à leur situation précaire. On peut s'interroger aussi parfois sur la pertinence de certaines demandes, percevoir certaines tendances communautaires, mais là n'est pas l'essentiel. L'expérience de Marseille reste avant tout une histoire vivante, alimentée parfois par notre propre lassitude mais aussi par notre enthousiasme à envisager d'autres permanences, non seulement pour aider mais pour créer du lien. Là aussi, on fait de la politique. »

UNE ENSEIGNANTE

« J'ai 62 ans et suis issue d'un milieu ouvrier très marqué par la conscience de classe. Une partie de mes origines se trouve en Catalogne et certains de mes parents ont dû fuir l'Espagne franquiste. Mes positions politiques du côté de la gauche radicale sont mûries de cet héritage-là, de la condition sociale de la famille dans laquelle j'ai grandi et de ma propre appréhension du monde. Je me suis toujours située sur le terrain de l'anticapitalisme et du féminisme inclusif et intersectionnel, forcément décolonial et antiraciste. Il était donc évident pour moi de rejoindre le mouvement de la France insoumise tant résonne en moi la

justesse et l'humanisme de la parole de Jean-Luc Mélenchon.

J'ai beaucoup travaillé dans le domaine de la pédagogie. Des études scientifiques et ma curiosité à explorer d'autres domaines m'ont amenée à enseigner au sein de l'Éducation nationale et à faire de la formation pour adultes. Je suis une lectrice vorace et j'aime écrire. Alors, lorsque j'ai découvert le groupe des Écrivains insoumis aux AmFis 2018 à Marseille, j'ai réalisé que c'était exactement ainsi que j'avais envie de faire de la politique.

La pratique se façonne au fil des permanences et des rencontres avec les habitants des quartiers populaires, ces premières lignes précaires percutées par les politiques néolibérales de ces dernières décennies. L'épidémie du Coronavirus ne les a pas épargnées et les Écrivains insoumis tentent d'apporter une aide, si modeste soit-elle, pour lutter contre la pauvreté et le tri social que le gouvernement Macron accentue au gré de ses réformes. C'est aussi l'occasion de parler Politique – majuscule – avec toutes celles et ceux que le clientélisme local et les conduites nationales déplorables ont éloigné des bureaux de vote et de l'importance du bien commun. À l'heure où ces lignes sont écrites nous redoutons qu'il n'utilise la « stratégie du choc » que nous avons vue à l'œuvre aux heures sombres de l'Amérique latine et bien plus récemment dans des pays régents par des jupitériens en puissance. »

UN CHANTEUR

« J'aime écrire et j'aime les gens. Pendant un peu plus de trente ans, j'ai chanté les chansons des autres et quelques-unes des miennes, drôle de métier que la retraite n'a pas interrompu et que je continuerai sans aucun doute lorsque les virus prendront leurs vacances. Quand j'étais ado, l'idée d'écrivain public m'interrogeait comme une curiosité exotique ou anachronique, antique ou moyenâgeuse et j'associais ça à une image de scribe mésopotamien assis en tailleur sous le cagnard du désert devant un calepin en terre-glaise ou bien à un calligraphe chinois aux très longues moustaches armé d'un pinceau pointu ou bien encore à un moine déjanté tout droit sorti du « Nom de la rose ».

Après, j'ai su qu'en France au XXème siècle, il y avait pas mal de gens pour qui l'écrivain public était encore une nécessité. Et ce siècle-là s'est fini sans réparer l'abandon des plus pauvres qui sont privés de tout et d'abord du savoir.

J'ai vécu assez longtemps, entre autres, dans une de ces horribles tours du quartier de la Préfecture à Bobigny pour apprécier les effets de ghetto insalubre et déprimant produits par les vieilles politiques d'urbanisme des banlieues. Et puis en 2017, à l'occasion du meeting de Jean-Luc Mélenchon à Marseille, j'ai rencontré mes premiers Insoumis (et Insoumises) parmi lesquels se trouvaient des gens qui s'étaient déjà investis dans cette démarche. Je les ai rejoints pour apprendre à faire ce que jusque-là je rangeais dans ma petite boîte intime parmi les belles et bonnes choses de la vie auxquelles peut-être je saurais participer.

Pour apporter un peu d'aide, même sans expertise, à des gens démunis mais

aussi pour tenter de les impliquer dans une réflexion politique sur leur condition et notamment les inciter à user de leur droit de vote en ces temps où les plus humiliés sont priés de se taire. »

UN PAPILLON

« J'ai 65 ans, je suis issue d'un milieu ouvrier, riche d'humanisme et de brassages en tous genres. J'ai eu la chance d'avoir accès aux études supérieures et d'avoir pu choisir mon parcours professionnel que j'ai fait évoluer au gré de mes envies, de mes caprices et des opportunités (d'où le papillon !).

Mon engagement militant de femme résolument de gauche s'est longtemps focalisé sur des actions d'Éducation Populaire en évitant soigneusement tout encartement partidaire peu propice, pensais-je, au vital exercice du sens critique...

Un meeting de Jean-Luc Mélenchon sur la plage du Prado en 2012 m'a fait m'intéresser de plus près à un autre type d'engagement et c'est finalement à la fin de l'été 2017 que j'ai franchi le pas des Amphis de Marseille pour rejoindre les insoumis.

Pour une adepte de l'Éducation Populaire comme moi, et pour assouvir mon envie de militer prioritairement pour et dans les quartiers populaires, rejoindre les Écrivains insoumis fut une évidence. La politique par l'action sur le terrain, ce concept ne pouvait que me séduire.

L'essentiel de l'engagement en tant qu'écrivain insoumis est de pointer les injustices sociales, les dysfonctionnements des institutions et la responsabilité des politiques. Certes nous tentons de dénouer des situations, d'aider les gens qui s'adressent à nous pour récupérer un RSA bloqué, pour dénoncer l'indignité de leur habitat, pour obtenir un autre logement, un titre de séjour... Mais nous leur disons aussi qu'ils sont membres à part entière de notre société, que leur situation précaire ou désastreuse est une honte pour la société, pas pour eux. Et surtout nous leur disons que les lois, les dispositifs sociaux qui peinent à masquer les inégalités monstrueuses qu'ils subissent ne tombent pas du ciel. Qu'ils sont le fruit de décisions politiques prises par des femmes et des hommes de chair et d'os et qu'il n'y a rien d'inéluctable là-dedans. Nous les engageons à prendre leur part dans ces décisions, à faire de la politique donc !

Au moment de quitter le groupe, je porte un regard très positif sur celui-ci et sur le travail accompli, les évolutions réalisées. Oui les Écrivains insoumis sont utiles, nécessaires même, au mouvement. Mais force est de constater que ce groupe n'est pas encore reconnu par l'ensemble des militants comme l'outil fabuleux qu'il pourrait être si ceux-ci s'en emparaient un peu plus. Il ne s'agit plus de dire « c'est génial ce que vous faites ! ». Il faut aux écrivains des relais dans les quartiers pour trouver de nouveaux lieux de permanence, il faut s'appuyer sur les travaux des écrivains pour initier des démarches collectives sur le logement indigne, les conditions d'accueil des migrants et nombreuses autres thématiques. »

UNE GRAPHISTE

« Je suis militante depuis 20 ans. Ce qui veut tout dire, et pas grand-chose, si ce n'est le temps qui passe... et les combats qui durent. Je suis devenue « écrivaine insoumise » par hasard, lorsqu'on m'a demandé de « mettre mon nez » dans les méthodes de travail et l'organisation technique du groupe.

En effet, chacun des cas doit pouvoir être suivi par les uns et les autres : cela génère des mails, prises de rendez-vous, documents papiers ou numériques qu'il faut retrouver vite et bien.

Chaque dossier est une histoire singulière également, dont il faut comprendre les ramifications en un clin d'œil.

Cela entre enfin dans une analyse plus globale des besoins et des combats, afin d'en tirer des conclusions politiques, tirer des sonnettes d'alarme si nécessaire, ajuster le travail à la réalité du terrain.

Trois aspects aussi importants les uns que les autres : du plus dynamique (le travail d'équipe en cours), au plus « statique » (prendre bonne note de l'Histoire qui s'écrit).

Je suis donc partie de l'existant : leurs outils actuels, et leur méthode de fonctionnement collectif. J'ai donc conçu des outils et une méthode qui ne bouleversent pas ce qui ne fonctionne déjà pas si mal, tout en améliorant sensiblement le quotidien des écrivains, et la trace effective de toutes ces vies souvent en grande détresse qu'ils ont pu croiser, et pour la plupart, aider.

En les écoutant, plusieurs remarques me sont venues à l'esprit. D'abord, le travail d'écrivain public est affaire de patience et de ténacité : les dossiers ne se règlent pas en un jour, mais demandent un nombre important de démarches, fins de non-recevoir, relances, etc. Ensuite, il y a la gestion périlleuse de la tête et du cœur : la tête est celle à la fois d'un militant politique avant tout, têtue, organisée, en alerte. Et le cœur dans tout cela ? Le cœur se doit être assez astucieux, pudique, disponible et protégé.

Le cœur est acrobate. Trop central, il déplacerait l'action des Écrivains insoumis du côté des bonnes œuvres - ce n'est pas le propos, un non-sens. Trop moteur, il s'abîmerait vite dans les échecs à régler tel ou tel souci, car il y en a parfois. De superman (ou woman), il passerait vite à super déprimé. Trop présent, il prendrait de plein fouet des situations insoutenables, et établirait avec l'interlocuteur une relation intime déplacée, générant parfois de faux espoirs. Il y a une « charge affective » avec laquelle composer, qui demande finesse, juste distance, empathie raisonnée. Le groupe est là pour ça, aussi. Des outils techniques et des méthodes efficaces peuvent également y contribuer.

Cette double sollicitation physique, charnelle et quotidienne que vivent les écrivains de leur tête et de leur cœur, me fait penser au positionnement délicat du médecin généraliste, le « toubib de quartier ». Sauf que là, ils sont au chevet

non pas d'un malade, mais d'un pays malade, dont ils prennent le pouls au passage. Un pays souffrant d'inégalités, de fonctionnements absurdes, de manque de services publics, de clientélisme, du mépris des plus fragiles, etc. La blouse des écrivains n'est pas blanche, elle palpite d'un rouge sang. C'est une tenue de combat.

REJOIGNEZ-NOUS !

Dès le mois d'avril, la pandémie de la COVID-19 a immédiatement touché les quartiers populaires de Marseille : le Secours Populaire a identifié des poches de famine. En septembre, la situation s'aggravant, il dresse un constat alarmant de la précarité, à un point jamais vu depuis la Seconde guerre mondiale.

L'ultra-précarité est la conséquence du mal logement, du manque d'hébergement, de l'insuffisance de ressources et du difficile accès aux droits sociaux - les institutions de service public limitant, voire figeant leur accès (CAF, assurance maladie, CCAS, Maisons départementales de la solidarité, CCAS, MDPH, Finances publiques).

Tous ces phénomènes conduisent fatalement à l'insécurité alimentaire, à la dégradation de la santé et de l'accès aux soins.

Le second confinement va encore plus aggraver la situation dans les mois qui viennent.

Depuis 2018, le groupe des écrivains insoumis de Marseille assure des permanences hebdomadaires régulières au local parlementaire de Jean-Luc Mélenchon et au Pannier. Il ont pour mission de faciliter l'accès aux droits et accompagner les personnes dans leurs démarches. Ils répondent à une demande croissante en matière de logement, de prestations auprès de la CAF, de retraite, de santé, du handicap, d'éducation et d'accès aux soins.

Plus que jamais, le groupe des Écrivains insoumis a besoin de s'étoffer, et de renforcer le lien dans les quartiers populaires avec les militants de la France insoumise. Il doit créer de nouvelles permanences !

L'activité d'écrivains insoumis demande du temps. Elle est peu compatible avec un emploi à plein temps (retraités, indépendants, temps partiels ou chômeurs bienvenus !). Elle est cependant accessible à tous : l'expérience acquise nous permet d'en expliquer le fonctionnement dans un état d'esprit collectif.

C'est un engagement très enrichissant : outre l'intensité des liens avec les habitants et le sentiment d'utilité sociale, il permet de s'initier, petit à petit, à tous les pans de notre vie commune : droits sociaux, droits civiques, droit au logement, lien avec les institutions et associations, etc. C'est aussi l'occasion de parler politique.

Nous avons hâte de vous faire découvrir tout cela !

Nous avons besoin de vous !

Rejoignez-nous, c'est urgent.



COURRIEL : ECRIVAINS.INSOUMIS@GMAIL.COM
FACEBOOK : [@ECRIVAINSINSOUMIS](https://www.facebook.com/ECRIVAINSINSOUMIS)